

L'investissement responsable en 2021

Mars 2022



Document réservé à la clientèle professionnelle. Les informations qui y sont contenues ne constituent pas un conseil ou une recommandation d'investissement. Document non contractuel.



HSBC
Asset Management

Sommaire

Introduction de Nicolas Moreau / Directeur général	2
Edito de notre directrice mondiale « développement durable »	3
Principales réalisations en 2021	5
Cadre de référence en matière d'investissement responsable	7
Nos convictions	8
Pourquoi sommes-nous différents ?	9
Notre dispositif de gouvernance et de contrôle en matière de durabilité	10
Principales politiques	12
Politiques publiques et actions de sensibilisation	13
Nos définitions de l'investissement durable	15
Facteurs ESG et performances financières	16
Système exclusif de notation et d'intégration en matière d'Investissement responsable pour les actifs cotés	17
Investissement responsable et gestion alternative	20
Faits marquants de notre Engagement Actionnarial et du dialogue avec les entreprises	22
Chiffres clés en matière de dialogue actionnarial	23
Dialogue thématique - Études de cas	25
Dialogue avec les entreprises - Exemples concrets	28
Initiatives collaboratives	30
Nos votes dans la pratique	31
Focus sur 3 grandes thématiques	34
Le changement climatique	35
Le capital naturel	36
Les solutions d'investissement	37

Introduction de Nicolas Moreau / Directeur général

J'ai le privilège de vous présenter la dernière édition de notre rapport sur l'Investissement durable, dans lequel HSBC Asset Management présente ses données, ses réalisations, ses opinions et ses politiques en matière de durabilité.

Inutile de préciser que 2021 a été une nouvelle année de développement extraordinaire pour la finance durable et le secteur de la gestion d'actifs n'y est pas étranger. Les clients s'attendent désormais à bénéficier de solutions d'investissement qui étaient jugées marginales il y a encore peu de temps. En forte augmentation, les actifs durables que nous gérons ont atteint plus de 30 milliards de dollars.

Je me suis engagé à ce que la durabilité soit au cœur de tout ce que nous faisons et, comme nous le montrons dans les pages qui suivent, le succès de cette démarche n'est plus à démontrer. Toutefois, nous ne devons jamais transiger avec le devoir fiduciaire qui est le nôtre. Pour obtenir des résultats durables tout en maximisant les performances ajustées du risque, il faut innover en permanence. C'est pourquoi nous repoussons les limites dans les domaines du capital naturel, des technologies climatiques, de la santé et des obligations vertes.

Contrepartie de la croissance stupéfiante des actifs durables, le durcissement de la surveillance réglementaire. Les investisseurs s'inquiètent à juste titre des pratiques d'« écoblanchiment ». Nous devons assurer une gouvernance et une surveillance crédibles afin non seulement de traduire nos déclarations en actes concrets, mais aussi pour que nos offres dédiées à la durabilité soient honnêtes, faciles à comprendre et étayées par des données précises.

Quelques mots pour conclure sur trois aspects de l'univers du développement durable qui me tiennent particulièrement à cœur. Tout d'abord, l'Asie. Toute ma famille a récemment déménagé à Hong Kong. Les approches de durabilité dignes de ce nom doivent privilégier la région : 60 % de l'humanité y vit et elle est responsable de la moitié des émissions de dioxyde de carbone. Malgré une croissance rapide, les revenus de la population sont faibles dans certaines parties de la région, d'où la nécessité d'adopter une approche de durabilité axée sur le facteur social. Chez HSBC Asset Management, nous sommes également de fervents défenseurs de l'équité et de l'inclusion.

Nous savons parfaitement comment investir en Asie grâce à nos équipes étoffées présentes sur le terrain, qui entretiennent d'innombrables relations au sein du groupe HSBC. Notre savoir-faire en matière de développement durable est inégalé dans la région, et c'est là que notre conviction dans les actifs alternatifs témoigne de tout son intérêt. Pour devenir durable, l'Asie a besoin de plusieurs milliers de milliards de dollars de dépenses d'investissement. L'essentiel de ses besoins sera financé directement par des prêts, des sociétés de capital-investissement ou de capital-risque. Ce qui explique la création d'un centre dédié aux actifs alternatifs à Singapour, dont le succès dépendra des grandes tendances en matière de durabilité.

Quelle que soit la relation que nous entretenons, j'espère que vous trouverez ce rapport intéressant et utile.



Nicolas Moreau
Directeur général monde,
HSBC Asset Management

Edito de notre Directrice mondiale « développement durable »

2021 aura été une année marquée par des progrès considérables dans le domaine de l'investissement durable et, chez HSBC Asset Management, nous sommes fiers d'avoir apporté notre pierre à l'édifice. Dans le monde entier, nos collaborateurs ont adopté notre philosophie globale, axée sur le bien commun, et ont ainsi transformé notre approche de gestion à long terme. J'ai le plaisir de vous présenter ce rapport annuel, qui retrace le travail acharné mené à tous les étages de notre organisation mondiale.

Afin de graver dans le marbre notre approche du développement durable, nous avons défini trois piliers sur lesquels repose notre raison d'être. Tout d'abord, aux quatre coins du monde, nous devons faciliter les flux de capitaux des grands investisseurs vers les entreprises et les projets qui sont le moteur de la transition vers une économie mondiale durable. Deuxièmement, nous avons l'obligation fiduciaire de veiller à ce que la gestion des capitaux de nos clients permette d'obtenir des résultats environnementaux et sociaux positifs sur le long terme. Enfin, nous avons la responsabilité de faire entendre notre voix et d'user de notre influence auprès des entreprises dans lesquelles nous investissons et des acteurs de notre propre secteur.

La COP26 et les nombreux appels à l'action dans le domaine climatique ont bien sûr été un moment fort de l'année. Les engagements pris lors de la COP26 marquent une étape majeure dans la marche vers la neutralité carbone, avec des implications importantes pour les marchés financiers et les investisseurs du monde entier. Nous adhérons complètement à cette cause et notre participation à l'initiative « Net Zero Asset Manager » est un aspect central de notre développement stratégique. En 2021, nous avons annoncé la création d'un nouveau Centre d'excellence sur le climat. Ce centre, qui sera le cœur de nos expertises d'investissement dans le domaine du climat, nous permettra de guider nos clients dans la phase de transition qui se profile devant nous.

La Nature avec un grand « N » est un élément crucial mais toujours sous-estimé parmi toutes les solutions évoquées pour atteindre la neutralité carbone. Alors que le Groupe de travail sur la communication financière liée à la nature (TNFD) vient d'être lancé, nous nous attendons à des progrès rapides et significatifs lors des années à venir. Le capital naturel investit dans la résilience de la nature. Cette nouvelle classe d'actifs permettra de lutter contre le changement climatique et de renforcer la biodiversité, tout en générant des performances élevées à long terme. Nous nous sommes engagés à faire du capital naturel une classe d'actifs à part entière. Par conséquent, nous intégrons la biodiversité à nos solutions d'investissement et lançons une gamme de fonds innovants afin d'offrir à nos clients une multitude d'opportunités d'investissement durable.

Les nouvelles technologies feront à coup sûr émerger des opportunités d'investissement prometteuses dans une économie durable, et les classes d'actifs alternatives sont à la pointe de cette évolution. Nous concevons des solutions d'investissement innovantes pour financer des projets et des entreprises qui contribuent à la transition vers un monde sobre en carbone.

Les infrastructures durables, les technologies propres et les solutions reposant sur la nature ont besoin de financements et nous nous efforçons de mettre en place les expertises d'investissement et les fonds nécessaires pour faciliter ces flux de capitaux. En 2021, nous avons co-développé le label d'infrastructure durable FAST-Infra qui aidera les investisseurs à identifier les actifs d'infrastructure de qualité.

Nous espérons que le label FAST-Infra SI encouragera les États hôtes et les promoteurs à tenir compte des enjeux environnementaux et de résilience dès la phase de pré-construction. Nous espérons également qu'il attirera davantage d'investisseurs institutionnels lors de la phase de post-construction. Ce travail important témoigne une fois encore de notre engagement à développer de nouvelles classes d'actifs durables qui seront le moteur de l'économie de transition.

Sur notre principal segment d'investissement, nous avons enregistré des avancées significatives dans trois domaines majeurs. Nos équipes de gestion ont intégré de nouvelles sources de données et renforcé leurs capacités de recherche afin de prendre des décisions plus avisées sur les questions les plus importantes. Nous avons défini des normes claires pour les investissements et les produits afin que nos fonds durables soient gérés avec une vraie intentionnalité et qu'ils aient un véritable impact en matière de durabilité. Nous avons étoffé notre équipe dédiée à l'engagement actionnarial (stewardship) en recrutant des professionnels expérimentés et en renforçant nos interventions auprès des entreprises dans lesquelles nous investissons pour véritablement influencer leur comportement sur des sujets clés. Ces progrès seront au final favorables à nos clients car ils seront sources de transparence et de clarté sur les enjeux liés à l'investissement durable.

2021 a été l'année de l'engagement. En 2022, il nous faudra fixer des objectifs précis et définir les politiques nécessaires pour les atteindre. Nous devons prendre des décisions difficiles et évaluer de manière objective des interdépendances complexes. Dans le cadre de nos politiques, nous suivons attentivement les engagements que nous devons prendre en tant qu'investisseurs, afin que nos initiatives soient réellement à l'origine des changements nécessaires. En 2022, deux sujets particulièrement importants seront au centre des discussions : la « Transition juste » et les engagements en matière de combustibles fossiles. Chez HSBC Asset Management, nous sommes unis par une raison d'être et une vision commune et nous avons à cœur d'accompagner nos clients tout au long de leur expérience d'investissement.



Erin Leonard

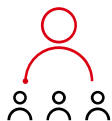
Directrice mondiale « Développement durable » de HSBC Asset Management

Principales réalisations en 2021

En 2021, nous avons franchi de nouvelles étapes et enregistré de nombreux succès dans le domaine de l'investissement responsable. Notamment :

30 milliards de dollars

Nos actifs sous gestion « durables » ont atteint 30 milliards de dollars¹ fin décembre. L'essentiel des autres actifs a été investi de manière responsable.



Nos équipes de gestion ont renforcé l'intégration des facteurs ESG en améliorant les processus et en développant de nouvelles stratégies d'investissement axées sur le développement durable

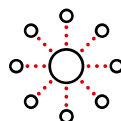


Nous avons procédé à plusieurs recrutements de professionnels chevronnés qui viennent renforcer nos expertises de gestion et notre activité de vote.

Nous avons annoncé la création prochaine d'un **Centre d'excellence sur le climat** et avons recruté un stratège spécialiste du sujet pour mieux mettre en œuvre nos initiatives.



Nous avons lancé 18 nouveaux fonds durables. Nous avons également défini des principes clairs pour nos produits en lien avec le Règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans les services financiers (« SFDR ») et 17 fonds ont évolué de l'article 6 à l'article 8 du règlement;



Nous avons restructuré notre organisation, ce qui donné naissance à notre Sustainability Office et à notre équipe d'investissement responsable, et ce qui s'est traduit par une augmentation du nombre de collaborateurs dédiés à la durabilité.



Nous avons participé à la COP26 en intervenant notamment sur les thèmes de la biodiversité et l'initiative Fast Infrastructure.

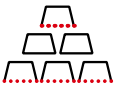
1. Arrondi à 29,7 milliards de dollars au 31 décembre 2021. Source : HSBC Asset Management



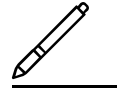
Nous sommes ravis d'avoir obtenu la notation ESG « Advanced » de la part de Morningstar, qui témoigne du bien-fondé de notre philosophie d'investissement et de la solidité de nos expertises de gestion.



Pour renforcer encore notre engagement visant à juguler les effets du changement climatique, nous avons signé l'initiative Net Zero Asset Manager en juillet 2021.



Nous avons contribué au développement du Capital naturel en tant que classe d'actifs, en soutenant la joint venture Climate Asset Management et en investissant dans son premier fonds dédié au capital naturel.



Nous sommes devenus signataires du Stewardship Code au Royaume-Uni.



Pour affirmer notre engagement en faveur de la diversité dans le secteur de la gestion d'actifs, nous avons investi dans RadiantESG, une société de gestion d'actifs indépendante détenue par des femmes et spécialiste des opportunités d'investissement ESG de nouvelle génération, pour les clients institutionnels et les gestionnaires de patrimoine du monde entier.

Nous avons lancé une initiative baptisée « **Agissons pour changer** » pour promouvoir notre vision de l'investissement responsable.

Cadre de référence en matière d'investissement responsable



HSBC
Asset Management

Cadre de référence en matière d'investissement responsable

Nos convictions

Puisque les questions environnementales, sociales et de gouvernance vont devenir de plus en plus étroitement liées à la stabilité et à la croissance économiques, nous tenons compte depuis 2010 des facteurs ESG dans notre méthodologie de gestion d'actifs et dans nos prévisions de performance ajustée du risque à long terme.

En tant qu'investisseur ayant une obligation fiduciaire envers ses clients, nous avons la responsabilité d'intégrer les risques liés à la durabilité dans la gestion de nos portefeuilles. Et en tant que gestionnaire d'actifs, nous savons qu'il faut savoir s'affranchir des états financiers des entreprises et allouer des capitaux à des investissements qui contribuent vraiment à des résultats durables.

Les événements météorologiques extrêmes nous montrent que la crise climatique est loin d'être une préoccupation lointaine. En s'alignant sur l'Accord de Paris pour lutter contre le dérèglement climatique, tous les secteurs de l'économie devront réduire de moitié leurs émissions carbone d'ici à 2030 et atteindre la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle. La décennie en cours sera cruciale pour que le monde entier s'engage sur ces objectifs, mais elle sera également marquée par une croissance rapide des infrastructures durables, notamment en Asie. Des technologies nouvelles et utiles sont donc nécessaires pour accompagner cette croissance, ce qui créera des opportunités intéressantes pour les investisseurs.

La durabilité ne se limite pas au changement climatique et à la neutralité carbone. Selon nous, de nombreux thèmes émergents E, S et G, comme le capital naturel, la santé durable, l'économie circulaire, l'agriculture et l'alimentation ou encore les industries en transition vont offrir des opportunités d'investissement intéressantes. Les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies constituent un cadre indispensable pour évaluer les thèmes liés à la durabilité.

En 2021, nous nous sommes forgés des convictions en matière d'investissement durable. Elles sont présentées ci-dessous.

Il existe deux types d'investissement responsable

Il existe deux types d'investissement responsable. Le premier consiste à investir de manière durable afin d'obtenir des résultats positifs dans le monde réel. Le second intègre la durabilité dans le processus décisionnel afin de générer des performances, ajustées du risque, élevées. Selon nous, les investisseurs veulent profiter de ces deux approches.

Pour chacun d'eux, les sociétés de gestion ont un rôle essentiel à jouer

Compte tenu de leurs obligations fiduciaires, il incombe aux professionnels de notre secteur de comprendre l'impact de la durabilité sur les valorisations, les risques et les performances. En tant qu'allocataires d'actifs et influenceurs des politiques, nous contribuons à mobiliser les capitaux nécessaires pour avoir des impacts positifs dans le monde réel.

L'intégration des critères ESG peut améliorer les performances ajustées du risque

Les analyses historiques que nous réalisons à partir de données quantitatives montrent que l'intégration des critères ESG peut améliorer le potentiel de surperformance des titres. Ce constat vaut pour chaque pilier E, S et G, ainsi que pour toutes les régions. C'est également vrai pour les entreprises dont le profil ESG s'améliore.

Le changement positif durable, une opportunité plus qu'un risque

La transition vers une économie sobre en carbone permettra de générer des performances ajustées du risque attractives sur le long terme. Cette transition peut créer des opportunités de plusieurs centaines de milliards de dollars et donner naissance à de nouveaux modèles économiques ainsi qu'à des classes d'actifs prometteuses. Il pourra s'agir par exemple de solutions axées sur la nature, d'infrastructures durables ou encore de technologies vertes indispensables.

Dialoguer avec les entreprises est essentiel pour générer des performances financières et obtenir des résultats concrets

Le dialogue avec les entreprises est un enjeu essentiel de l'investissement responsable. Il permet à la fois d'améliorer la performance des investissements et d'atteindre des objectifs durables. C'est notamment le cas des entreprises financées par des capitaux à long terme ou permanents.

Pourquoi sommes-nous différents ?

L'investissement durable n'est pas une discipline nouvelle pour nous. Notre expérience en matière d'ESG remonte au lancement de notre premier fonds socialement responsable en 2001, qui avait fait de nous un pionnier du secteur. Nous avons été parmi les premières sociétés de gestion d'actifs à adhérer aux Principes pour l'investissement responsable (PRI) des Nations unies en 2006, qui nous avait attribué à l'époque la note A+. Depuis 2010, nous tenons compte de manière systématique des considérations ESG dans nos gestions action, obligataire et multi-actifs et c'est également de plus en plus le cas sur les segments de la gestion monétaire et alternative. Notre base de données ESG interne couvre désormais plus de 17 000 instruments financiers.

Nos clients sont notre priorité. Nous pensons que les facteurs ESG permettent non seulement de protéger leur patrimoine, mais aussi de le faire fructifier en tirant parti de la transition vers un monde plus durable. Pour mieux répondre aux différents besoins de nos investisseurs, nous leur proposons des solutions durables distinctes respectant une seule et même logique d'investissement. Cela va de l'intégration ESG classique aux fonds thématiques qui privilégient les nouveaux secteurs de croissance, en passant par les classes d'actifs innovantes qui cherchent à insuffler des changements positifs dans des domaines comme le capital naturel et les infrastructures durables.

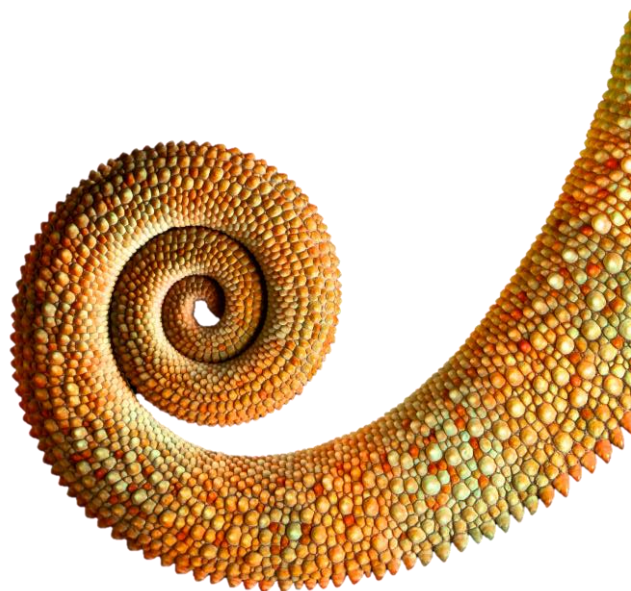
Un processus ESG à la fois fondamental et quantitatif. Nous bénéficions à la fois d'une vaste équipe de spécialistes de la gestion quantitative et d'un réseau mondial d'analystes actions et crédit présents sur le terrain. Grâce à nos outils d'analyse quantitative, nous pouvons évaluer l'importance des facteurs E, S et G pour les performances historiques et ensuite nous forger notre opinion interne sur leurs impacts futurs. Ce processus est également alimenté par les données qualitatives fournies par nos équipes d'analystes, qui sont le fruit de nombreuses années d'expérience et de dialogue avec les entreprises. Notre approche d'investissement a été récompensée par Morningstar, qui nous a décerné la note « ESG Advanced » et nous a reconnus comme l'une des « entreprises qui comptent parmi les plus ardents défenseurs de l'ESG dans le secteur ».

Produits et solutions innovants. Nous sommes constamment en quête de nouvelles opportunités liées à la durabilité pour nos clients. En 2021, nous avons lancé une stratégie baptisée Climate Venture Tech dédiée aux entreprises fournissant des solutions logicielles pour contribuer à la transition des secteurs dont les émissions sont difficiles à résorber. Nous avons également figuré parmi les pionniers des obligations vertes sur les marchés émergents, des ETF alignés sur l'Accord de Paris et des fonds monétaires durables.

Nous privilégions le dialogue. Dans cette période de transition, il peut sembler plus judicieux de ne pas s'exposer aux secteurs à forte intensité carbone. Pourtant, puisque ces secteurs sont les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre et un élément crucial des chaînes d'approvisionnement mondiales, ils jouent un rôle majeur dans la réussite de la transition vers la neutralité carbone. En dialoguant avec les secteurs du transport, de l'acier, des produits chimiques, du ciment et de l'énergie, nous leur proposons notre expertise en matière de transformation sectorielle et de technologies climatiques.

Nous faisons partie du Groupe HSBC. Nous bénéficions des moyens et de l'engagement à long terme de l'une des plus grandes banques au monde mais aussi d'une infrastructure mondiale commune et d'un dispositif unique de gestion de la relation client. Le Groupe HSBC est également un leader reconnu en matière de durabilité. Il a en effet été désigné comme la « Meilleure banque au monde pour la finance durable » par Euromoney, à la fois au niveau mondial (2019, 2020) et au niveau régional - au Moyen-Orient (2019, 2020, 2021), en Europe occidentale (2020) et en Asie (2019, 2020, 2021).¹

Notre héritage asiatique. La transition et la durabilité vont jouer un rôle majeur partout, mais surtout en Asie. La région est responsable de la majorité des émissions actuelles et constitue donc un acteur clé dans la transition vers une économie bas-carbone². HSBC étant l'une des plus grandes et des plus anciennes institutions financières mondiales en Asie, nous avons un rôle crucial à jouer pour faire la promotion de l'investissement durable. Notre expertise et nos connaissances des marchés locaux profitent à nos clients asiatiques, ainsi qu'à ceux qui veulent s'exposer aux actifs durables de la région.



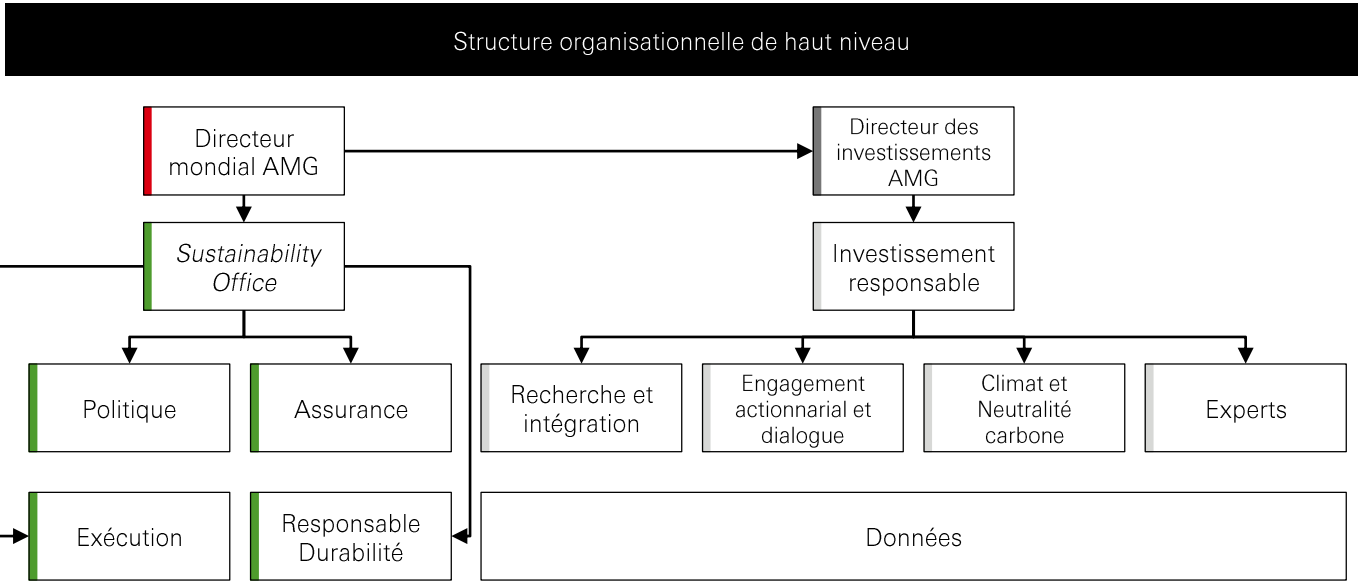
1. Source : [Euromoney](#).

2. Source : FMI, septembre 2021

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

Notre dispositif de gouvernance et de contrôle en matière de durabilité

HSBC Asset Management a mis en place une structure de gouvernance à plusieurs niveaux pour accompagner et contrôler le développement de son activité d'investissement durable. Il repose sur deux piliers essentiels : le *Sustainability Office* et l'équipe en charge de l'investissement responsable. Le *Sustainability Office* a pour mission d'établir les principales politiques et initiatives de l'entreprise, alors que l'équipe dédiée à l'investissement responsable est chargée du processus d'investissement, des expertises de gestion et du développement de produits dans toutes les classes d'actifs.



Modèle opérationnel cible - surveillance, normes et prévention de l'écoblanchiment (greenwashing)

En 2021, le *Sustainability Office* et l'équipe d'investissement responsable ont déployé notre nouveau modèle opérationnel cible. L'objectif est de renforcer la surveillance de notre activité d'investissement durable en créant des forums de discussion et des comités de coordination qui impliquent les fonctions Risque, Conformité et les équipes de gestion. Cette démarche est importante pour la pérennité de nos normes d'investissement durable et la prévention de l'écoblanchiment.

Pour superviser et assurer la cohérence des normes dans l'ensemble de nos métiers, nous avons adopté une structure de gouvernance à plusieurs niveaux.

Des équipes sectorielles virtuelles (*virtual sector teams - VST*) ont été mises en place pour recueillir les données ESG des différents secteurs dans toutes les classes d'actifs et zones géographiques. Pilotées par le responsable Intégration et Recherche ESG, ces équipes sont composées de spécialistes de l'IR ainsi que

d'analystes crédit et actions stationnés dans différentes régions. Chargées de mener des recherches sectorielles, de superviser les listes de contrôle ESG, d'établir des notations ESG et d'aligner les initiatives de dialogue sur les problématiques de risque, elles sont une composante clé de notre cadre d'intégration ESG optimisé (cf. ci-après).

Les conclusions des équipes VST sont ensuite transmises aux comités ESG des différentes classes d'actifs, qui doivent contrôler la mise en œuvre des critères ESG dans les processus de gestion, mais aussi surveiller les risques et suivre les progrès des interventions auprès des entreprises. Chaque comité bénéficie de nos connaissances fines des différents secteurs, de notre système interne de notation ESG et des analyses de données réalisées par les équipes VST. Ces informations sont synthétisées pour aider nos équipes de gestion à prendre des décisions et à développer de nouveaux produits.

Le second niveau correspond au Comité d’analyse des portefeuilles (*Portfolio Review Committee*) qui vérifie que les portefeuilles durables respectent bien les définitions de l’investissement durable du Groupe et ses exigences réglementaires. Il veille également au respect de nos restrictions en matière d'ISR, de nos politiques liées aux risques extrêmes et à d'autres considérations pertinentes en matière de risque d'ISR.

Le dernier niveau, le Comité de surveillance ESG, est l'organe décisionnel le plus élevé. Présidé par le directeur mondial des investissements, il supervise la mise en œuvre de l’approche ESG et s’assure de l’application des meilleures pratiques et de l'alignement sur nos politiques d'IR. Le Comité de surveillance ESG passe en revue les produits, assure le suivi de nos normes de durabilité et supervise l'application de ces normes dans le cadre des processus et des expertises de gestion.

Équipes, comités et instances dédiés à l'Investissement Responsable	
Équipes sectorielles virtuelles (VST)	Recherches sectorielles, notations ESG et dérogations potentielles, supervision des listes de contrôle, communication des principaux risques aux équipes en charge des classes d'actifs, contribution au dialogue avec les entreprises
Forum de recherche et d'engagement actionnarial	Vérification de l'alignement sur les politiques de durabilité, identification des priorités/thématiques de dialogue, conseil aux équipes de gestion, prise en charge des sujets de controverse
Comité(s) ESG par classe d'actifs	Mise en œuvre et surveillance de l'intégration ESG, contrôle des risques et de la progression du dialogue avec les entreprises, surveillance et approbations, coordination du dialogue
Comité d'examen des portefeuilles	Superviser l'alignement des portefeuilles sur les définitions du groupe et les exigences réglementaires, valider la conformité aux restrictions ISR et à la politique relative aux risques extrêmes
Comité de surveillance ESG	Comité d'approbation le plus élevé en matière d'IR, responsable de l'alignement sur la politique d'IR, de l'intégration ESG, du renforcement des initiatives, du contrôle de la progression du dialogue avec les entreprises, de l'approbation des produits

Outre notre cadre formel de surveillance et de gouvernance, nous avons créé des groupes de travail dédiés aux normes et aux définitions de la durabilité, à l'alignement sur l’objectif de neutralité carbone, aux solutions et à la recherche ESG et, enfin, au dialogue avec les entreprises.



Principales politiques

Nos politiques en matière d'investissement responsable définissent l'approche que nous adoptons vis-à-vis des grandes problématiques de durabilité des entreprises dans lesquelles nous investissons. Elles nous aident à mieux communiquer avec les investisseurs et à définir nos attentes vis-à-vis des entreprises. Nous savons que les exigences des investisseurs ont augmenté et que la société est désormais plus attachée au rôle des sociétés de gestion et aux propriétaires d'actifs pour aider les entreprises à répondre aux défis actuels en matière de durabilité.

Nos politiques sont définies par notre engagement vis-à-vis des Principes d'investissement responsable, qui précisent comment nous respectons les exigences du règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité (SFDR). Nous donnons la priorité aux thèmes climatiques et à certains enjeux sociaux. Début 2021, nous avons achevé une révision majeure de nos politiques d'investissement responsable et en avons publié de nouvelles.

Notre politique relative à l'Investissement responsable définit le rôle de l'intégration ESG, de l'engagement actionnarial et de nos initiatives de sensibilisation. Elle témoigne de l'importance que nous attachons aux principes du Pacte mondial des Nations unies en tant que cadre d'évaluation du comportement des entreprises. Elle résume également nos principes en matière de changement climatique, de biodiversité et d'armes interdites. Elle est complétée par des Procédures de mise en œuvre de l'investissement responsable, qui détaillent la manière dont les facteurs ESG et les risques liés à la durabilité sont intégrés dans la construction des portefeuilles et les processus décisionnels.

Nous avons d'ailleurs publié une nouvelle politique sur le changement climatique. Pour contribuer à la réduction des émissions mondiales de carbone, nous nous engageons à soutenir l'objectif d'émissions nettes zéro de gaz à effet de serre d'ici 2050, à intégrer les risques physiques et de transition liés au changement climatique dans la gestion des portefeuilles clients, à encourager l'élimination progressive du charbon thermique non traité et à mobiliser les flux d'investissement nécessaires pour faire émerger une économie bas-carbone.

En juillet 2021, nous avons annoncé notre engagement dans l'initiative Net Zero Asset Managers. D'ici juin 2022, nous nous fixerons un objectif intermédiaire concernant la part des actifs à gérer de manière à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050 au plus tard. Pour ces actifs, nous fixerons des objectifs intermédiaires de réduction des émissions pour 2030.

Nous avons également publié une nouvelle politique relative à la biodiversité. Les écosystèmes naturels sont menacés par la déforestation, la dégradation des terres, la pollution de l'eau/de l'air/du sol, la chasse et les récoltes et le dérèglement climatique. Cette situation engendre de vastes enjeux pour la société tout entière et présente un risque systémique pour les investisseurs. Nous encourageons donc les entreprises dans lesquelles nous investissons à gérer les ressources naturelles de manière durable, à éviter ou à réduire au minimum les émissions de polluants, à ne pas contribuer à la déforestation, aux tourbières et à l'exploitation, à éviter ou à réduire au minimum les impacts sur la biodiversité, à optimiser leur consommation de ressources naturelles et à obtenir des certifications indépendantes sur les chaînes d'approvisionnement pour réduire les risques liés à la biodiversité.

Nous avons également une politique relative aux armes interdites. Nos portefeuilles indiciaires, à gestion active ou à gestion systématique n'ont pas d'exposition directe aux actions et obligations cotées ou non cotées émises par des entreprises impliquées de manière avérée dans les armes interdites par les conventions internationales, dont les mines antipersonnel, les armes biologiques, les armes à laser aveuglant, les armes à sous-munitions et les fragments non détectables.

En 2022, nous prévoyons de réviser nos politiques existantes et d'examiner en particulier nos engagements en matière de charbon, de déforestation, de droits de l'Homme et de tabac.

Politiques publiques et actions de sensibilisation

Nous nous sommes engagés à jouer un rôle actif et constructif pour accompagner le développement d'un système financier efficace et durable. Pour cela, nous avons noué un dialogue direct avec les autorités réglementaires et les responsables politiques et via notre participation aux instances du secteur. Nous avons identifié trois domaines prioritaires pour nos activités :

1

Lutter contre le risque majeur que représente le changement climatique en soutenant les politiques et les initiatives visant à soutenir la transition vers une économie bas-carbone. Nous nous associons aux déclarations publiques des investisseurs et participons aux groupes de travail sectoriels qui préconisent des mesures et des cadres de référence pour accélérer la transition vers une économie sobre en carbone.

2

Orienter les capitaux afin de contribuer aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et aux ODD des Nations unies. La collaboration étant essentielle pour relever les défis qui se présentent à nous, nous mettons à profit nos relations avec les institutions de financement du développement, les investisseurs, les régulateurs et les différentes organisations et initiatives concernées pour trouver des solutions efficaces.

3

Améliorer les normes de marché et la transparence en matière de durabilité. Cela pourrait optimiser le fonctionnement des marchés et permettre aux investisseurs d'identifier les risques et les opportunités ESG les plus importants. La qualité et la disponibilité des données ESG sont essentielles pour les investisseurs. Nous soutenons les cadres réglementaires volontaires visant à améliorer la communication des entreprises sur les grandes problématiques liées à la durabilité.

Nous sommes membres actifs de plusieurs organismes, initiatives et réseaux professionnels qui appellent de leurs vœux des politiques publiques progressistes et des mesures concrètes en matière d'investissement durable. Voici quelques exemples :

- ◆ Membre du comité permanent ESG & Stewardship de l'European Fund and Asset Management Association (EFAMA) ;
- ◆ Membre du groupe consultatif stratégique de la British Standards Institution (BSI) ;
- ◆ Membre du groupe de travail sur le Reporting en matière d'engagement actionnarial de l'Investment Association (IA) ;
- ◆ Membre du groupe consultatif des Bourses de valeurs durables ;
- ◆ Membre du conseil consultatif de l'Impact Investing Institute

Nous travaillons en étroite collaboration avec ces instances et nos collègues du pôle Affaires publiques du Groupe HSBC afin de répondre aux consultations et aux documents de travail qui contribuent à la mise en place d'un système financier plus pérenne.

Au cours de l'année écoulée, nous avons participé à divers groupes de travail et répondu à plusieurs consultations :

- ◆ Consultation de la Financial Conduct Authority (FCA) sur les exigences relatives à la publication d'informations en matière de durabilité ;
- ◆ Consultation de la FCA sur les sociétés d'acquisition à vocation spéciale (SPAC) ;
- ◆ Table ronde de la FCA sur les principes ESG ;
- ◆ Consultation de la Bourse de Hong Kong sur le code de gouvernance des entreprises ;
- ◆ Consultation de la Securities and Futures Commission (SFC) de Hong Kong sur les fonds labellisés ESG ;
- ◆ Consultation de la SFC de Hong Kong sur les risques climatiques des sociétés de gestion ;
- ◆ Groupe de travail du Hong Kong Mandatory Provident Fund (MPFA) sur l'intégration ESG ;
- ◆ Consultation de l'OICV sur les données ESG et les fournisseurs de notation ;
- ◆ Consultation de l'OICV sur les pratiques, les politiques, les procédures et la publication d'informations liées au développement durable dans la gestion d'actifs ; et
- ◆ Révision des règles de cotation par le gouvernement britannique

S'agissant des politiques publiques liées au climat, la COP26 organisée en novembre dernier a été l'événement marquant de l'année. Avant le sommet, nous avons participé à plusieurs initiatives visant à communiquer les attentes des investisseurs, et notamment la Déclaration des investisseurs mondiaux aux gouvernements sur la crise climatique. Par ce biais, les investisseurs incitent les États à revoir à la hausse leurs ambitions climatiques et à mettre en œuvre des politiques crédibles. Cette déclaration plaide pour un reporting financier obligatoire lié au climat et pour des plans de relance économique résilients dans le sillage de la pandémie de Covid-19 afin de soutenir la transition juste vers la neutralité carbone. Nous avons également participé aux groupes de travail de l'Initiative du Prince de Galles pour des marchés durables avant le sommet.

Notre Directeur général et notre responsable Développement durable ont assisté à la COP26 et participé à plusieurs événements. Outre l'amélioration des promesses en matière de réduction des émissions de dioxyde de carbone, le capital naturel a aussi été au centre de l'attention. Notre engagement envers l'initiative Net Zero Asset Managers est l'un des moyens pour atteindre nos ambitions de la COP26.

En tant que membre fondateur de l'initiative One Planet Asset Manager, nous avons encore soutenu ses démarches au cours de l'année. Le sommet « One Planet », qui s'est tenu en janvier, a mis l'accent sur la biodiversité avec le lancement de la Coalition de la Haute Ambition (CHA) pour la Nature et les Peuples, désormais soutenue par 70 pays, qui se sont engagés à protéger au moins 30 % des terres et des océans d'ici 2030. En octobre, nous nous sommes associés à une déclaration de l'OPAM en matière de la publication d'informations et d'objectifs climatiques dans le cadre de la TCFD.

La biodiversité a constitué un autre axe majeur de l'élaboration des politiques au cours de l'année. Le Groupe HSBC est membre du nouveau Groupe de travail sur la communication financière liée à la nature (TNFD), qui va instaurer un cadre de référence permettant aux institutions financières et aux entreprises de rendre compte de leurs risques liés à la nature et d'agir en conséquence. Nous avons signé l'initiative « Finance for Biodiversity Pledge » et avons participé à des groupes de travail dédiés à l'élaboration des politiques et à l'engagement actionnarial. Le but étant d'accroître le soutien des politiques publiques aux flux financiers qui protègent la nature et la biodiversité, et de développer les meilleures pratiques en matière de dialogue avec les entreprises. Nous faisons également partie du Club B4B + (Business for Positive Biodiversity), qui entend créer un Score global de biodiversité calculé à partir des données publiées par les entreprises.

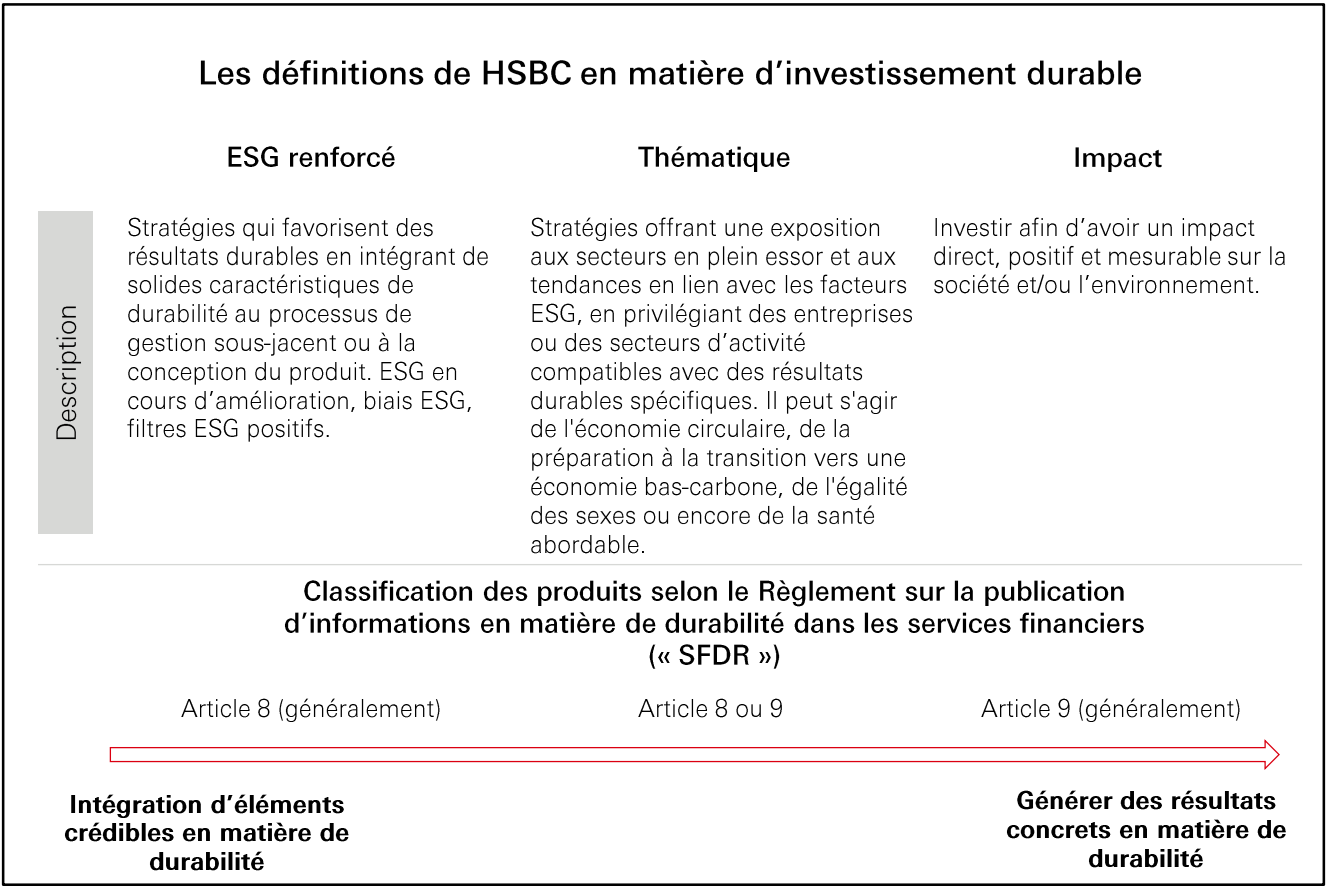


Nos définitions de l'investissement durable

Aujourd'hui, la notion de « durabilité » est partout. L'investissement responsable est devenu une pratique courante. Nous pensons depuis longtemps que l'intégration ESG et l'engagement actionnarial sont devenus des normes. Par conséquent, nous ne considérons pas que ces activités soient suffisantes pour qualifier des investissements de « durables ».

En 2019, HSBC Asset Management, en collaboration avec d'autres métiers du Groupe, notamment la Gestion de patrimoine et la Banque privée, a établi un cadre de référence relatif aux définitions de l'investissement durable. L'objectif de ce cadre est d'établir une série de critères qui, selon nous, caractérisent une stratégie « durable ».

Pour nous, les investissements durables sont ceux qui vont au-delà de l'intégration ESG et cherchent à promouvoir et/ou à obtenir des résultats positifs en matière de durabilité, tout en améliorant les performances ajustées du risque. La notion d'intentionnalité est essentielle car les objectifs durables doivent être clairs dès le départ et faire partie intégrante du processus de gestion. Ces objectifs, qui diffèrent selon les stratégies, sont répertoriés et définis ci-dessous.



Ces catégories reposent sur les sept styles de gestion d'investissement durable de la Global Sustainable Investing Alliance (GSIA). Quatre des approches de la GSIA (exclusion négative, sélection positive, thématique, impact) correspondent à ces nouvelles catégories.

Article 8 du règlement SFDR : le produit promeut des caractéristiques environnementales ou sociales, ou une combinaison des deux, à condition que les entreprises visées adoptent de bonnes pratiques de gouvernance, même s'il ne s'agit pas de son principal objectif, ou du principal objectif de son processus de gestion.
Article 9 du règlement SFDR : le produit s'est fixé un objectif de durabilité
Uniquement à titre d'information. Ces données ne doivent pas être interprétées comme une recommandation en faveur d'un produit ou d'une stratégie d'investissement. Tout(e) prévision, projection ou objectif fourni(e) n'a qu'une valeur indicative et n'est nullement garanti(e). HSBC Global Asset Management décline toute responsabilité au cas où ces prévisions, projections ou objectifs ne se réaliseraient pas. La liste des expertises n'est pas exhaustive. Source : HSBC Asset Management

ESG et performances financières

En évaluant la stratégie des entreprises et des États pour gérer leur impact sur l’environnement, les relations qu’ils entretiennent avec leurs parties prenantes ainsi que leurs activités, nous sommes en mesure de déceler les risques et les opportunités potentiels qui sont souvent sous-estimés par les marchés financiers.

Les notations de risque ESG disponibles publiquement reposent en général sur des données historiques et des déclarations d’engagement. Par conséquent, les notations ESG actuelles ne sont pas nécessairement révélatrices de la valorisation intrinsèque d’une entreprise, en particulier sur le long terme. Chez HSBC Asset Management, nous combinons les notations ESG avec des analyses de données qualitatives pour mieux anticiper l’impact des facteurs E, S et G sur la performance des titres. Notre méthodologie ESG intégrée permet de déterminer quels facteurs E, S et G sont « importants » pour la valeur intrinsèque d’une entreprise ou le risque d’un pays, et dans quelle mesure.

Nous cherchons également à déterminer l’impact spécifique des facteurs E, S et G sur les valorisations et les performances historiques afin d’évaluer les impacts potentiels futurs. Nous sommes donc en mesure d’établir la valeur intrinsèque d’une entreprise par rapport à son cours actuel, un élément qui est pris en compte dans notre processus de gestion et de construction de portefeuille.

Les données historiques viennent valider le bien-fondé de cette approche. Selon nos propres analyses quantitatives des données historiques de différents marchés, les entreprises obtenant des notations plus élevées en matière de durabilité ont tendance à surperformer leurs concurrents. Cela se vérifie non seulement pour les notations ESG globales, mais aussi pour les notations E, S et G individuelles. Ces chiffres ne reposent, à ce stade, que sur une période d’analyse limitée à dix ans, mais avec l’amélioration probable des données, nous sommes convaincus que l’intégration des facteurs ESG dans les analyses financières se renforcera.

Critères de recherche :

- Entreprises figurant dans le premier tiers des meilleurs résultats en matière de durabilité
- Par rapport aux indices actions MSCI de référence
- Équipondéré
- Portefeuille long-only
- Rééquilibrage mensuel
- Les données sont présentées en deux périodes car la disponibilité et la qualité des données de durabilité se sont nettement améliorées depuis 2015

Performance excédentaire annualisée (%) des différents marchés

	Europe		Amérique du Nord		Asie-Pacifique hors Japon	
	2009-2014	2015-2020	2009-2014	2015-2020	2009-2014	2015-2020
E	1,7	0,5	0,4	2,0	0,7	2,2
S	0,5	1,5	-0,6	1,2	0,0	-0,1
G	1,8	3,1	0,9	0,5	0,7	2,9
ESG	2,6	1,5	0,5	0,6	-0,7	0,5
Intensité carbone	1,5	2,0	-0,1	3,1	-2,3	2,6

Selon nos analyses quantitatives, les entreprises obtenant des notations plus élevées en matière de durabilité ont tendance à surperformer leurs concurrents sur de nombreux marchés.

Les chiffres relatifs aux performances concernent des périodes passées et ne constituent pas une indication des performances futures. Le capital investi dans le fonds peut augmenter ou diminuer et n’est pas garanti. Les performances futures dépendront notamment des conditions de marché, de la compétence du gérant du fonds, du niveau de risque du fonds et des frais. Source : HSBC Asset Management. Exclusivement à titre d’illustration. Les commentaires et analyses reflètent l’opinion de HSBC Asset Management sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Ils ne peuvent constituer en aucune manière une forme quelconque d’engagement de la part d’HSBC Asset Management. Par conséquent, HSBC Global Asset Management ne peut être tenu responsable d’aucune décision d’investissement ou de désinvestissement fondée sur les commentaires et/ou analyses contenus dans ce document.

Système exclusif de notation et d'intégration en matière d'Investissement responsable pour les actifs cotés

MASSIVE

Materiality, Active Share, Sectoral Insight, Valuation, Engagement

Nous sommes convaincus d'une chose : l'intégration des critères ESG au processus décisionnel permet de générer des performances ajustées du risque supérieures à long terme. Cette année, nous avons encore fait évoluer notre processus de notation et d'intégration en donnant la priorité aux facteurs qui comptent vraiment, en renforçant la collaboration entre les équipes de recherche et en faisant preuve d'un activisme accru lors de nos échanges avec les entreprises. Grâce aux dernières techniques quantitatives, nous améliorons l'analyse des profils risque/rendement et affinons les valorisations des titres. Nous avons baptisé ce cadre d'analyse interne « MASSIVE ».

L'intérêt de ce cadre de référence est qu'il incorpore l'opinion des gérants de portefeuille, afin que l'intégration des facteurs ESG stimule la création d'alpha. Si nos backtests quantitatifs montrent qu'un facteur ESG ne dispose pas d'une forte capacité prédictive de la performance des actions, nous passons à autre facteur. Nous nous concentrons par ailleurs sur les principales surpondérations et sous-pondérations des portefeuilles car elles déterminent l'essentiel de la performance.

Pour les fonds cherchant à maximiser la performance de leurs investissements, les risques et les performances ESG potentiels doivent être évalués par rapport aux prix des titres. Si la valorisation d'un titre présentant les meilleures notations de durabilité de son secteur est déjà élevée, son potentiel de surperformance est plus limité.

Notre cadre de référence « MASSIVE » bénéficie également de la plateforme globale d'investissement de HSBC AM et de l'expérience de ses membres, avec des centaines d'experts sectoriels et régionaux répartis aux quatre coins du monde. Dans un premier temps, nous nous appuyons sur les backtests des données ESG externes réalisés par nos équipes de recherche quantitative, puis nous effectuons nos propres analyses sectorielles des facteurs E, S et G afin d'optimiser leur précision.

Cela permet non seulement d'affiner la notation de risque ESG des titres, mais aussi de vérifier le bien-fondé de notre opinion vis-à-vis du caractère « durable » d'une entreprise. Cela revient à analyser l'ampleur et l'intensité de leurs résultats en matière de durabilité : quelle est leur contribution - positive et négative - au développement durable ? Ont-elles un véritable impact sur l'environnement ou la société ?

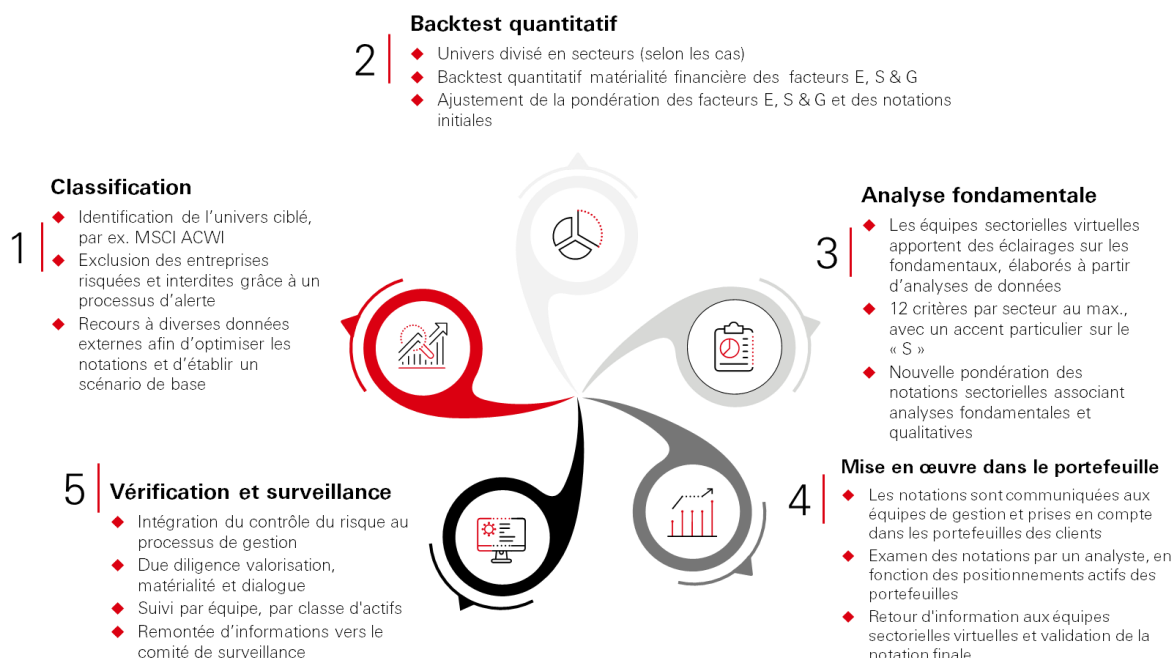
Pour cela, nous avons divisé l'univers d'investissement en douze secteurs. Chaque secteur est attribué à une équipe sectorielle virtuelle (VST), qui sont des pôles de recherche mondiaux composés de représentants des équipes de gestion actions, obligataire, de la recherche et du dialogue dédié à l'investissement responsable, ainsi que d'experts du domaine issus de nos bureaux dans le monde entier. Les équipes VST incarnent notre connaissance approfondie des spécificités de chaque secteur ainsi que des enjeux et des tendances ESG.

Elles doivent ensuite attribuer des notations internes à chaque secteur, qui permettent d'établir des notations ESG mensuelles qui sont intégrées dans nos processus de gestion. Notre équipe d'investissement responsable coordonne les réunions des équipes VST afin d'offrir des conseils et de garantir la cohérence de notre approche et les meilleures pratiques au niveau mondial. Les notations finales font l'objet d'un examen régulier, peuvent être annulées, voire signalées à des instances supérieures si cela est nécessaire.

Dernier élément clé de notre cadre de référence, le dialogue avec les entreprises. Nous ciblons des problématiques spécifiques ainsi que certaines entreprises car nous pensons que cela permet d'obtenir de meilleurs résultats financiers et en termes de durabilité. Cela est particulièrement vrai pour les titres du marché secondaire, sur lequel les flux de capitaux - plus permanents - réduisent l'influence financière.

Comment HSBC Asset Management se distingue-t-il en matière d'intégration ESG ?

- ◆ Une vaste équipe de spécialistes quantitatifs ainsi qu'un réseau mondial d'analystes expérimentés sur le terrain
- ◆ Une méthodologie de notation ESG associant des analyses fondamentales et qualitatives soumises à la notion de « matérialité » basées sur nos backtests
- ◆ Importance de la « part active » des portefeuilles et de la corrélation entre les profils risque/rendement et les prix des actifs
- ◆ Un dialogue vraiment actif qui cible des thèmes et des entreprises spécifiques



Source : HSBC Asset Management, décembre 2021. Exclusivement à titre d'illustration. Aperçu représentatif du processus de gestion, susceptible de différer selon le produit, le mandat du client ou les conditions de marché.

Principales initiatives d'intégration de l'Investissement responsable en 2021 :

- ◆ **Équipes sectorielles virtuelles (VST) :** Élargissement du périmètre d'analyse mondial à 12 équipes comprenant des analystes, des gérants de portefeuille et des experts régionaux issus de nos équipes de gestion actions, crédit. Les équipes VST ont pour mission de connaître parfaitement le profil ESG de chaque secteur dans toutes les classes d'actifs et toutes les zones géographiques, d'établir des notations pertinentes en matière d'investissement, et de partager et diffuser ces connaissances avec l'ensemble de la plateforme d'investissement et plus largement
- ◆ **Équipes quantitatives virtuelles :** Viennent en soutien des équipes VST et des équipes de gestion pour l'analyse des données ESG, l'examen des données externes, la matérialité des facteurs ESG et l'intégration optimale des notations ESG dans les portefeuilles d'investissement
- ◆ **Forum de recherche et de dialogue :** Réunion hebdomadaire réunissant les équipes de recherche et d'engagement actionnarial du pôle d'investissement responsable ainsi que des gérants de portefeuille et des analystes pour évoquer divers sujets touchant à la recherche et au dialogue avec les entreprises. Ces réunions permettent d'assurer l'alignement sur les objectifs de durabilité, d'établir des priorités pour le dialogue avec les entreprises et de diffuser les idées et les meilleures pratiques auprès de toutes les équipes
- ◆ **Groupe de travail sur la diversité, l'équité et l'inclusion :** Créé pour intensifier l'intégration et le suivi des questions DE&I dans les analyses et les notations ESG, ainsi que dans la gestion des portefeuilles
- ◆ **Notation climatique exclusive :** Élaboration d'une méthodologie de notation climatique combinant des facteurs environnementaux qualitatifs et quantitatifs, comme les indicateurs relatifs au carbone, mais aussi des facteurs plus innovants tels que les « émissions carbone évitées », afin d'avoir une vision plus globale de l'impact des entreprises sur le changement climatique. Pour l'heure, ces notations climatiques sont attribuées à des émetteurs européens, mais l'objectif est d'élargir ce système à d'autres segments de marché
- ◆ **Notation de crédit interne :** Les facteurs ESG sont intégrés depuis longtemps à notre méthodologie interne de notation de crédit. En 2021, nous avons défini les principaux facteurs de risque ESG de chaque secteur et nous leur avons attribué une pondération spécifique qui contribue à la notation interne de crédit globale. Nous pouvons ainsi mieux évaluer l'importance des facteurs ESG et leur impact sur la qualité de crédit de nos émetteurs. Cette méthodologie interne de notation de crédit a été établie par nos équipes Recherche crédit à travers le monde, en collaboration avec notre équipe Gestion obligatoire quantitative
- ◆ **Titres adossés à des actifs (ABS) :** Extension de l'intégration des facteurs ESG aux titres adossés à des actifs, dont la couverture par les fournisseurs de données externes, y compris les agences de notation, est limitée. Ainsi, pour chaque secteur, nous avons ciblé des enjeux ESG spécifiques et leur avons attribué une pondération individuelle, qui contribue à la notation interne globale
- ◆ **Plateforme Google Cloud :** Déploiement d'une nouvelle infrastructure de données ESG sur Google Cloud afin d'alimenter tous les services utilisateurs de données ESG, des équipes de gestion aux équipes de risque, de reporting, de restrictions et de contrôles

Étude de cas

Quelle était la problématique ESG ?

En avril 2021, Techtronics, un fabricant d'outils électriques et d'équipements électroniques basé à Hong Kong, a annoncé la nomination d'une première administratrice indépendante à son conseil d'administration. Notre équipe de gestion a pris acte de l'amélioration de la diversité des sexes, ainsi que de l'expertise ESG de la nouvelle administratrice. A cette période, l'action de l'entreprise était volatile car la demande d'outils domestiques ralentissait aux États-Unis, l'un de ses principaux marchés. Nos analystes se sont surtout demandé si cette mesure positive au plus haut niveau de l'entreprise augurait des décisions plus avisées pour l'avenir.

Chez HSBC, la diversité au sein des conseils d'administration est un aspect majeur du dialogue ESG. Nous avons déjà contacté Techtronics l'année précédente pour lui préciser qu'elle était à la traîne des autres grandes capitalisations hongkongaises, qui avaient en moyenne 12 % de femmes au sein de leur conseil d'administration au premier semestre 2020. Nous avons également fait part de notre position sur la question en interpellant l'entreprise en janvier 2021 dans la perspective d'un vote en assemblée. Lors de ces conversations, la direction a affirmé qu'elle souhaitait améliorer ses pratiques en la matière. La réaction rapide de Techtronics était selon nous un signe de bonne volonté. Bien entendu, nous voulions également savoir si cette décision laissait présager une prise en compte accrue des facteurs ESG et si cela pouvait améliorer les performances de l'entreprise.

Pourquoi était-ce important ?

Selon nous, toutes les entreprises devraient faire en sorte de disposer d'un conseil d'administration diversifié et inclusif. Des études sectorielles ont d'ailleurs montré que les conseils plus diversifiés en termes de sexe prenaient des décisions plus éclairées, bénéficiaient d'une assiduité accrue et avaient un impact positif sur les résultats financiers. Une meilleure parité au sein du conseil d'administration peut également améliorer la diversité des genres à tous les niveaux de l'entreprise, une tendance qui

peut avoir une incidence positive sur les performances financières. Enfin, pour les entreprises dirigées par des familles/fondateurs historiques comme Techtronics, il est crucial que la diversité du conseil d'administration soit le fruit d'une décision naturelle plutôt qu'opportuniste.

Quelles initiatives avons-nous pris ?

Nous avons repris contact avec la société peu après la nomination de la nouvelle administratrice indépendante. Au cours de nos conversations, nous avons compris que l'entreprise reconnaissait l'immobilisme de son conseil d'administration et la nécessité d'y accroître la représentation des femmes et l'expertise ESG. En effet, peu après, trois nouveaux administrateurs ont été nommés, dont une femme indépendante qui permis d'améliorer la diversité du conseil. L'entreprise a également abordé les critères et le processus de nomination et de désignation, ainsi que le plan de succession de son conseil d'administration. La prise en compte des problématiques ESG par le conseil d'administration fait également partie de la réflexion stratégique de l'entreprise.

Nous avons passé en revue ses antécédents ESG. Selon notre analyste, elle devrait continuer à renforcer ses initiatives environnementales et le risque de perturbation de ses chaînes d'approvisionnement est gérable. Les performances ESG et la gouvernance de l'entreprise sont de bonne qualité, mais la transparence opérationnelle devra selon nous être surveillée.

Quel a été l'impact sur notre décision d'investissement ?

Au-delà des progrès ponctuels de Techtronics, l'amélioration de sa gouvernance nous donne la confiance nécessaire pour augmenter notre position. Nous savons néanmoins que l'amélioration de ses performances ESG et de ses publications d'informations reste embryonnaire, ce qui nous incite à assurer un suivi continu de ses critères ESG.

Investissement responsable et gestion alternative

Les investissements alternatifs jouent un rôle majeur dans la transition vers une économie plus durable, qu'il s'agisse du capital-risque dédié aux technologies climatiques, des infrastructures durables ou du capital naturel. Mais ces actifs soulèvent également des défis pour les investisseurs responsables. Leur illiquidité, l'opacité des données et le contrôle des équipes direction peuvent compliquer l'évaluation et la gestion des risques ESG. Ces caractéristiques diffèrent aussi considérablement entre les classes d'actifs alternatives. Par exemple, un investisseur pourra plus facilement insuffler des changements s'il investit en direct et/ou s'il est présent au conseil d'administration, par rapport à des investissements extérieurs/indirects. Compte tenu de la singularité de chaque classe d'actifs alternative (et des sous-stratégies qui les composent), les priorités en matière d'investissement responsable peuvent être différentes.

Selon HSBC Alternatives, l'une des entités de HSBC Asset Management, il est indispensable de prendre en compte les facteurs ESG correspondant aux nuances de chaque classe d'actifs alternatives afin de prendre des décisions d'investissement judicieuses capables de créer et de préserver la valeur à long terme pour nos clients. Savoir identifier et évaluer les thématiques ESG d'importance dans le cadre de nos processus de gestion, et les gérer de manière judicieuse pendant toute la durée de vie de nos investissements peut aider à l'émergence d'entreprises plus prospères, plus durables et ayant un véritable impact sur le long terme, tout en générant les performances ajustées du risque que nos clients exigent.

Notre politique d'investissement responsable constitue le document cadre de notre approche d'investissement dans les classes d'actifs alternatives. Le cadre d'intégration ESG est adapté à chaque classe d'actifs alternative et les questions ESG sont prises en compte tout au long du processus de gestion - de l'identification à la cession. Bien que le processus de mise en œuvre soit différent dans chaque classe d'actifs, il existe des aspects communs tels que l'évaluation du risque de matérialité, le dialogue avec les entreprises, le reporting et la surveillance.

Pour chaque investissement potentiel, l'équipe de gestion concernée utilise un tableau de bord/une liste de contrôle développés en interne en collaboration avec l'équipe d'investissement responsable de HSBC AM, pour orienter le processus. L'intégration des facteurs ESG dans les décisions d'investissement permet d'assurer un suivi scrupuleux des futurs risques ESG et des initiatives de dialogue avec les partenaires/la direction des entreprises dans lesquelles nous investissons.

La dialogue avec les entreprises est un élément central de la gestion alternative. Lorsque nous avons une influence sur la structure actionnariale ou sur le capital, nous instaurons un dialogue afin d'obtenir des garanties quant au niveau de responsabilité de l'entreprise, en particulier la qualité des informations publiées. Pour d'autres stratégies, nous assurons un suivi des risques ESG et entrons en contact avec des gestionnaires externes de hedge funds et de fonds du marché privé, le cas échéant. Dans le cadre de ces efforts, nous coopérons et collaborons avec nos pairs et participons aux initiatives du secteur, comme l'initiative « Net Zero Asset Managers ».

Conformément à notre cadre de mise en œuvre, c'est la direction générale qui est responsable de la gouvernance ESG, ce qui permet une surveillance appropriée (indépendante de l'équipe de gestion) et une approche ciblée (intégration des facteurs ESG dans les instances existantes de gouvernance et de surveillance des investissements).

Il faut savoir que la qualité et la disponibilité des données restent problématiques sur les marchés alternatifs. Par conséquent, les outils externes utilisés pour les investissements ESG sont plus limités que sur les marchés publics. Néanmoins, avec le renforcement des réglementations, comme le règlement SFDR, et les investissements dans les nouvelles technologies, nous pensons que la situation va s'améliorer.



Étude de cas

Akora - Immobilier de bureau à Paris

Quelle était la problématique ?

Compte tenu de la prime élevée attribuée aux surfaces physiques dans les zones urbaines densément peuplées, notre équipe immobilière a conscience que les grandes villes du monde n'abritent que peu d'espaces verts en raison de la prédominance des routes, des parkings et des immeubles de grande taille. Compte tenu de cette prime, des espaces verts disponibles sont presque impossible à identifier.

Pourquoi est-ce important ?

Les villes ont un impact prononcé sur le changement climatique. Selon ONU-Habitat, les villes consomment plus des trois quarts de l'énergie mondiale et produisent plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre. Cet impact sur le climat est exacerbé par le manque d'espaces verts. La biodiversité locale souffre également car les plantes et les animaux indigènes luttent pour s'adapter au nouvel environnement des villes. En outre, on sait que l'accès aux espaces naturels - appelés espaces verts et bleus (parcs, lacs et rivières) - a des effets positifs sur la santé mentale et le bien-être physique des êtres humains.

C'est pourquoi les villes sont en quête de solutions de développement intégrées qui augmentent la superficie des espaces verts et bleus aux côtés du béton, de l'asphalte et des bâtiments. Les biens immobiliers doivent donc évoluer

pour répondre aux exigences des villes modernes, des entreprises et de leurs employés, ainsi qu'aux autres défis liés à la durabilité.

Quelles initiatives avons-nous pris ?

HSBC REIM a conçu et rénové un immeuble de bureaux dans le quartier de La Défense à Paris afin d'améliorer son profil ESG. Le toit, de 1 500 mètres carrés, a notamment été transformé en un espace vert accessible. Il accueillera des nichoirs à oiseaux et des « hôtels à insectes ». Grâce à un plan ambitieux en faveur de la biodiversité, notre bâtiment sera labellisé BiodiverCity. Nous pensons également que la présence d'un espace vert sur le toit permettra d'améliorer l'isolation, l'efficacité énergétique et le bien-être des personnes.

Faits marquants de notre Engagement actionnarial et du dialogue avec les entreprises

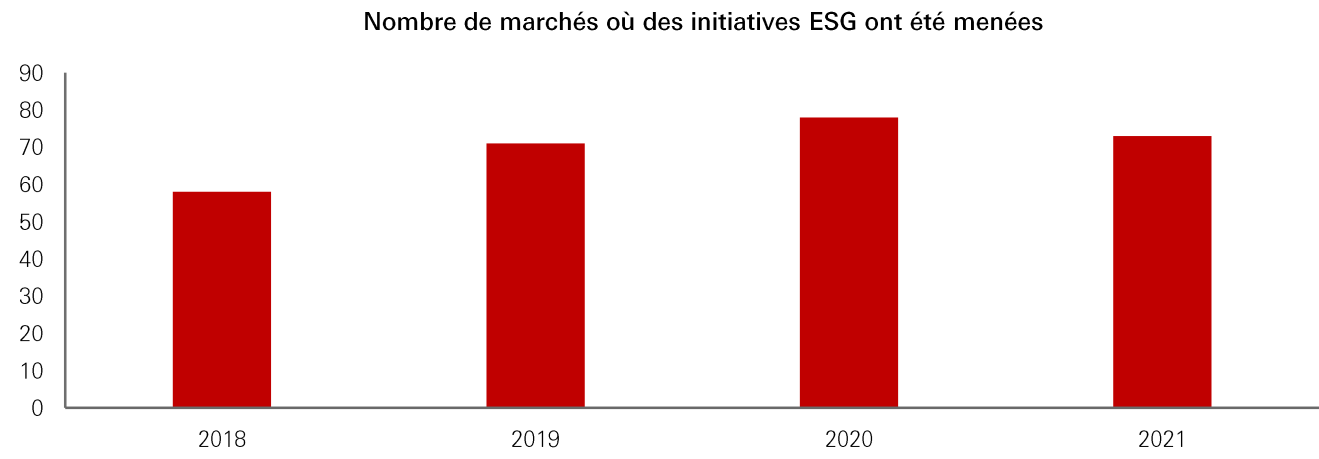


HSBC
Asset Management

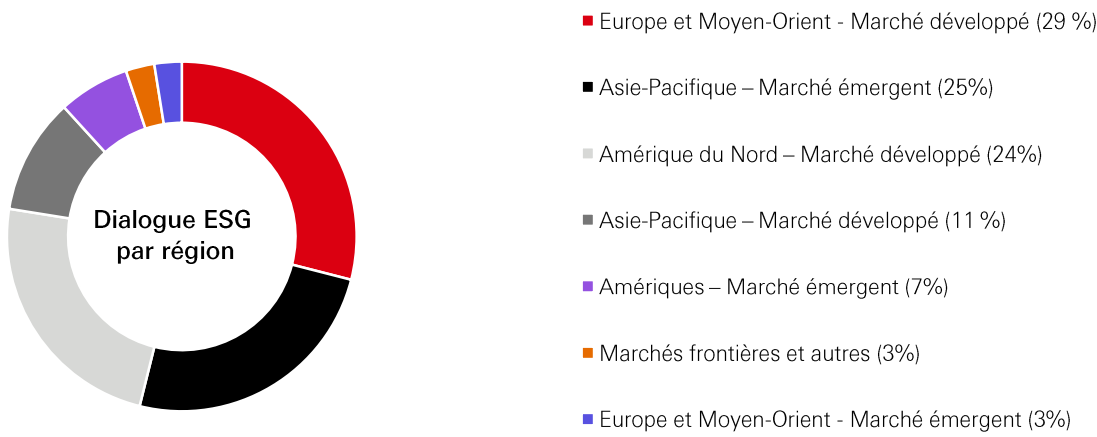
Faits marquants de notre Engagement actionnarial et du dialogue avec les entreprises

Chiffres clés en matière de dialogue actionnarial

En 2021, nous avons interpellé plus de 1 800 entreprises et autres émetteurs sur des sujets ESG, dans 73 pays. Ces problématiques ESG ont été évoquées lors de réunions menées par l'équipe actions avec 627 entreprises, soit près de 50 % de toutes les réunions de ce type organisées avec les entreprises. S'agissant de nos équipes obligataires, des questions ESG ont été abordées lors de 955 réunions avec les émetteurs, soit 80 % de toutes leurs initiatives. En outre, notre équipe dédiée à l'Engagement actionnarial (Stewardship) a interpellé 478 sociétés et autres émetteurs afin de savoir si des améliorations avaient été apportées aux pratiques et au reporting ESG¹.

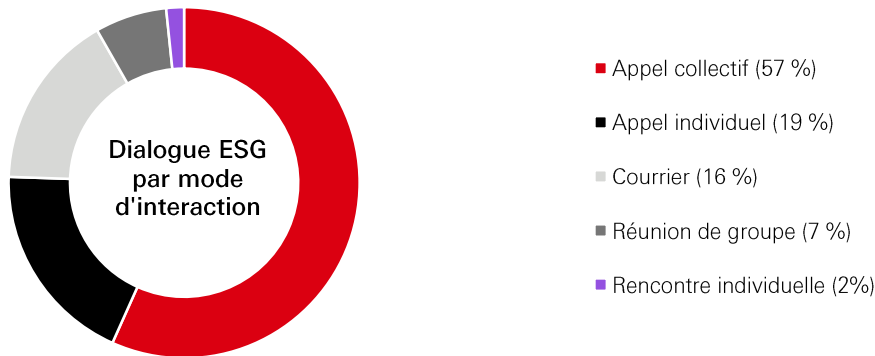


Source : HSBC Asset Management, au 31 décembre 2021.



Source : HSBC Asset Management, au 31 décembre 2021. Les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 % en raison des arrondis.

1. Ces chiffres incluent des initiatives auxquelles ont participé des membres de plusieurs équipes.



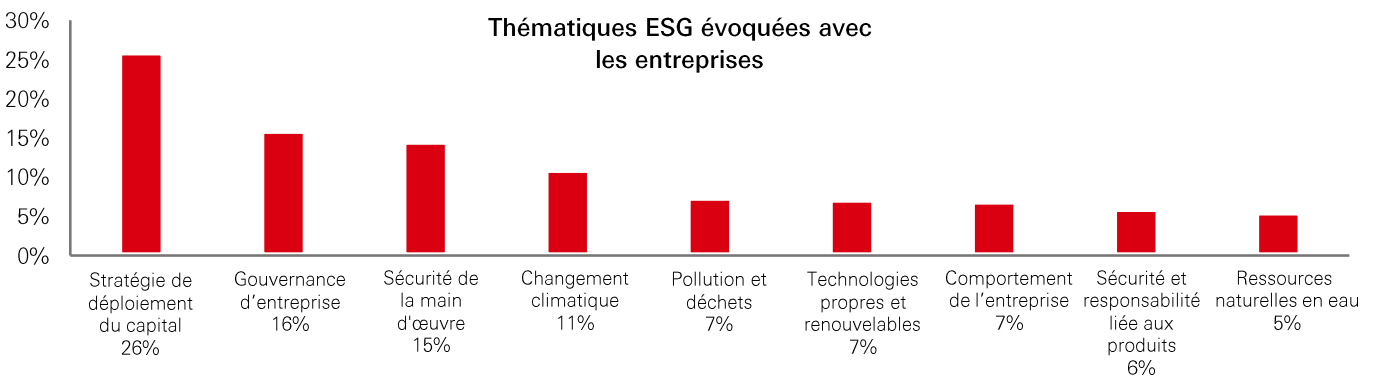
Source : HSBC Asset Management, au 31 décembre 2021. Les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 % en raison des arrondis.

Les initiatives de dialogue, par thème

En 2021, nous avons continué à aborder avec les entreprises divers sujets environnementaux, sociaux et de gouvernance. Dans le cadre de ces initiatives, nous avons souvent soulevé plusieurs sujets à la fois (changement climatique, normes de travail sur les chaînes d'approvisionnement, etc.). Voici une répartition des grands thèmes ESG que nous avons évoqués lors de nos discussions avec les entreprises ou d'autres institutions.



Source : HSBC Asset Management, au 31 décembre 2021. Les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 % en raison des arrondis.



Source : HSBC Asset Management, au 31 décembre 2021. Les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 % en raison des arrondis.

Dialogue thématique - Études de cas

La biodiversité et le secteur alimentaire

Quelle était la problématique ?

En tant que signataire de la Finance for Biodiversity Pledge¹, nous savons que les actionnaires veulent que les performances futures ne se fassent pas au détriment de la diversité des espèces dans le monde. La moitié de la production mondiale étant modérément ou fortement dépendante de la nature, un écosystème environnemental sain est essentiel à une croissance économique résiliente, et donc aux performances des investissements.

Dans le cadre de nos recherches sur la biodiversité, nous avons progressivement pris conscience de l'impact du système de production alimentaire sur l'abondance et la variété de la vie sur terre. Selon le Forum économique mondial, la production alimentaire pourrait être responsable de 70 % de la perte de biodiversité.

Quelles initiatives avons-nous pris ?

Nous nous sommes d'abord demandé comment apporter des changements positifs, notamment via les positions de nos clients. Nous nous sommes donc concentrés sur les entreprises du secteur alimentaire les plus exposées à l'évolution de l'affectation des sols, des pratiques agricoles intensives et des systèmes industriels de production animale. Ces activités, à elles toutes, peuvent entraîner une perte importante de biodiversité. Dans le cadre de cette démarche, nous avons identifié 26 positions, soit parce que les entreprises sont directement impliquées dans ces activités, soit parce que leurs chaînes d'approvisionnement le sont. Nous avons ensuite réparti ces entreprises en trois catégories : aliments emballés, produits agricoles et vente au détail de produits alimentaires.

Nous avons ensuite organisé des réunions préliminaires avec chaque entreprise. Nous avons compris qu'il leur était difficile de mesurer et de contrôler leur impact sur la biodiversité, en raison de l'absence de normes officielles. Nous avons cherché à les aider, par exemple en passant

en revue leurs équipes internes travaillant sur ces sujets, et nous avons fait remonter nos conclusions aux équipes de direction.

Lors de notre deuxième série d'échanges avec les entreprises en portefeuille, nous leur avons présenté les principales innovations en développement permettant de soutenir la biodiversité et de renforcer la résilience de la production alimentaire. Nous avons encouragé les entreprises qui étaient à la traîne sur ces sujets à étudier ces technologies et ces systèmes, et à nous en rendre compte.

La transition vers une durabilité accrue de l'environnement doit s'accompagner d'un volet social équitable. Nous incitons donc les entreprises à voir l'amélioration de la biodiversité dans le cadre d'une stratégie de développement durable plus large, impliquant également des revenus plus élevés pour les agriculteurs finaux.

Quel a été le résultat ?

À la suite de nos interventions, la matérialité des enjeux de biodiversité est devenue une priorité pour certaines entreprises des secteurs les plus concernés, comme l'alimentation et le commerce de détail. HSBC Asset Management leur a fourni des exemples de meilleures pratiques et a présenté les principaux indicateurs de performance pour les aider à atteindre les changements visés. Nos initiatives ont notamment incité une de nos entreprises cibles à adopter une stratégie de croissance tenant compte de la biodiversité et du climat.

Nous espérons pouvoir vous annoncer des changements de comportement d'autres entreprises à moyen terme, si nos suggestions et nos conseils portent leurs fruits. Notre troisième cycle de discussion avec les 26 entreprises ciblées se poursuit cette année.

1. Finance for Biodiversity Pledge

Déchets électroniques

Quelle était la problématique ?

Nous sommes par nature de fervents défenseurs de la circularité et encourageons les entreprises à améliorer la gestion de leurs déchets, en particulier électroniques, ce sujet étant devenu une préoccupation majeure pour nos équipes de gestion. En réponse, notre équipe d'engagement actionnarial a lancé un projet de recherche sur le sujet afin de nourrir nos réflexions et d'aider les entreprises en portefeuille à améliorer leurs pratiques.

Bien que la grande majorité de la planète soit couverte par des programmes de recyclage des déchets électroniques, nos recherches ont montré que seul un cinquième environ de ces déchets était recyclé. Ce chiffre varie fortement, de moins de 5 % en Chine à 40 % dans l'Union européenne.

Quelles initiatives avons-nous pris ?

Nous avons défini un groupe cible de fabricants d'appareils et de vendeurs d'électronique grand public en utilisant les données de chaque entreprise et leur exposition au risque lié aux déchets électroniques. Nous avons ensuite passé en revue les mesures prises par chaque entreprise en étudiant certains critères fondamentaux, de leur stratégie en matière d'économie circulaire à la gestion des risques liés aux déchets électroniques, en passant par le recyclage. Dans le cadre de cette démarche, il a été essentiel de nouer un dialogue avec des ONG spécialistes des déchets électroniques et de l'économie circulaire, qui ont nous donné des informations utiles sur le comportement concret des entreprises, en plus de divers reporting ESG précis. Nous avons classé les entreprises et leur avons adressé des courriers personnalisés soulignant leurs lacunes et les initiatives qu'elles pouvaient prendre pour s'améliorer.

La grande majorité d'entre elles se sont dites prêtes à échanger sur ces thèmes. Nous leur avons expliqué notre point de vue et leur avons décrit l'impact que pourrait avoir ces problématiques sur leur activité à long terme. En général, les entreprises interpellées se sont montrées ouvertes à nos suggestions, à savoir s'engager à fabriquer des produits ayant une durée de vie plus longue, à améliorer la disponibilité à long terme des logiciels et des pièces pour les appareils plus anciens et à mieux informer les clients sur les possibilités de réparation des produits. Le secteur a toutefois encore beaucoup de chemin à parcourir pour devenir plus circulaire, une grande partie de ses revenus étant encore liée aux ventes annuelles

d'appareils.

Notre dernière mesure a été de partager avec ces entreprises les résultats de notre première série d'entretiens et de mettre en avant les bonnes pratiques. Nous espérons que d'autres marques vont annoncer des stratégies dédiées à l'économie circulaire des produits électronique dans les années à venir, la durée de vie des appareils étant au cœur de cette proposition.

Quel a été le résultat ?

Nous avons été rassurés de voir certaines entreprises décider de récupérer les appareils afin de les revendre, ou qui font évoluer leur modèle économique vers des revenus axés sur les services. Autre évolution positive, certaines entreprises révèlent l'endroit où elles utilisent leurs matières premières et la quantité recyclée. D'autres se sont engagés à réduire l'utilisation de matières premières vierges.

Suite à ces initiatives, certaines entreprises ont nettement amélioré leur reporting en matière d'économie circulaire, ce qui reflète de changements plus vastes en interne. De même, l'un des plus grands fabricants mondiaux d'électronique grand public s'est récemment engagé à faciliter l'accès aux pièces de rechange et aux informations sur la réparation des appareils, afin de permettre aux consommateurs de réparer leurs produits et de prolonger leur durée de vie. Enfin, l'une des entreprises que nous avons désignée comme l'une de nos principales cibles au Royaume-Uni a récemment rejoint le Circular Electronics Partnership, un groupe d'entreprises défendant la durabilité de l'électronique grand public.

Selon nous, les démarches entreprises par ces sociétés laissent présager une amélioration de la gestion des déchets électroniques.

Workforce Disclosure Initiative (WDI)

Quelle était la problématique ?

Le reporting social varie considérablement d'une entreprise à l'autre. Il peut être ambigu et souffrir d'un manque de normes, ce qui rend toute comparaison compliquée. Selon nous, c'est particulièrement vrai dans le domaine de la gestion de la main-d'œuvre, qui est un facteur clé de l'investissement social.

C'est pourquoi HSBC Asset Management soutient la Workforce Disclosure Initiative (WDI), qui a vocation à améliorer la transparence et la responsabilité des entreprises sur les problématiques liées à leurs ressources humaines. Selon la « théorie du changement » défendue par cette initiative, en améliorant le reporting et la publication d'informations sur la main-d'œuvre, les entreprises pourront déceler les lacunes de leurs plans de gestion des ressources humaines, les résorber et ainsi améliorer la situation des travailleurs. Basé au Royaume-Uni, la WDI est coordonnée par ShareAction, une organisation caritative dont l'objectif est d'améliorer le comportement des entreprises.

Quelles initiatives avons-nous pris ?

Avec les autres membres, nous nous engageons à établir un dialogue avec certaines entreprises sélectionnées par la WDI, avec l'aide de nos gérants de portefeuille. Grâce à l'enquête annuelle mise en place, la WDI estime qu'après trois ans, un membre de l'initiative publie trois fois plus d'informations sur ses ressources humaines que les non-membres.

Nous avons décidé d'interpeller 60 entreprises et de leur demander de participer pour la première fois ou de continuer à publier des informations. Nous avons sélectionné les entreprises selon la taille de notre participation, la qualité de leur reporting social existant, les besoins de nos gérants de portefeuille et de nos analystes, et l'importance des questions liées à la main-d'œuvre pour leurs performances opérationnelles.

Nous avons adressé un courrier à chacune d'elles en nous inspirant de la lettre envoyée par la WDI à leur directeur général respectif. Nous y présentons les avantages inhérents aux publications d'informations suggérées et les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Nous leur avons proposé un nouvel échange pour poursuivre la discussion, une initiative acceptée par une grande majorité des entreprises contactées.

Quel a été le résultat ?

Figurant parmi les rares sociétés de gestion d'actifs membres de la WDI, nous sommes heureux d'avoir présenté l'initiative à des entreprises cotées indiennes, africaines et sud-coréennes qui ignoraient son existence et qui avaient ainsi l'occasion de devenir les premières de leur pays à y participer.

En rencontrant différents représentants des entreprises pour discuter de la WDI, nous avons appris à connaître leur culture interne pour aller au-delà des présentations soignées fournies par les équipes de relations investisseurs et les directions. De plus, la volonté exprimée de potentiellement participer à la WDI nous montre également le degré d'engagement des entreprises en matière de durabilité. Nous avons été déçus que certaines entreprises, dont le capital est pourtant détenu par des investisseurs soucieux des enjeux ESG, n'aient pas montré plus de volonté de rejoindre la WDI. Nous allons donc assurer un suivi plus étroit de ces sociétés à l'avenir.

Enfin, en tant que membre de la WDI, HSBC Asset Management a désormais accès à la base de données sur les ressources humaines créée à partir des réponses à l'enquête, et dont nous tenons compte dans nos échanges et notre recherche sur les entreprises. Nous espérons intégrer ces informations prochainement dans notre propre base de données ESG.

Dialogue avec les entreprises - Exemples concrets

Étude de cas 1 : Promouvoir les opportunités liées aux énergies renouvelables - China Longyuan

Quelle était la problématique ?

China Longyuan, dont le titre figure dans nos portefeuilles, est un opérateur de parcs d'éoliennes en plein essor, qui possède d'anciens sites modestes de production de charbon, dont deux encore actifs. Ces actifs ayant un impact négatif majeur sur son empreinte, China Longyuan ne pouvait pas être incluse dans l'univers d'investissement de la plupart des fonds « verts ». En outre, l'exploitation de ces actifs houillers a peut-être détourné l'attention de la direction des opportunités majeures offertes par les énergies renouvelables. La valorisation de l'entreprise témoignait de ces deux problématiques.

Nous souhaitions encourager l'entreprise à céder ou à mettre hors service ses actifs liés au charbon afin de se concentrer uniquement sur la production d'énergies renouvelables.

Quelles initiatives avons-nous pris ?

Nous avons mené des recherches sur ces actifs afin d'évaluer leur importance pour les indicateurs financiers de l'entreprise, comme les coûts d'exploitation, les besoins en dépenses

d'investissement et la génération de revenus futurs. Nos experts en durabilité ont également évalué l'impact potentiel de la mise hors service de ces actifs. Nous avons communiqué nos conclusions à l'entreprise, mais le dialogue avec les relations investisseurs n'a pas répondu à nos attentes. Nous avons donc décidé de faire part de nos conclusions au président. Dans le même temps, nos analystes ont organisé des réunions en petit comité pour inciter l'entreprise à saisir les opportunités liées aux énergies renouvelables.

Quel a été le résultat ?

En l'espace de quelques mois, China Longyuan a publié un communiqué reconnaissant l'impact carbone de ses actifs producteurs de charbon. Un an seulement après avoir renforcé nos interventions auprès de l'entreprise, celle-ci a annoncé la cession des actifs concernés à une autre société. En contrepartie de cette vente, China Longyuan a obtenu des actifs éoliens. Depuis le début de nos échanges avec l'entreprise, son cours de bourse a presque triplé.

Étude de cas 2 : Producteurs indonésiens de charbon thermique - plusieurs entreprises

Quelle était la problématique ?

La demande de charbon thermique devrait diminuer à moyen et à long terme en raison de la transition vers une économie sobre en carbone. Généralement sub-bitumineux (ou houille ligniteuse), le charbon indonésien est utilisé sur le marché intérieur ou exporté vers d'autres marchés émergents d'Asie. La réduction de la demande de charbon thermique est (ou sera) un problème majeur pour les entreprises d'extraction du charbon, mais la plupart des entreprises indonésiennes n'ont pas encore de plan de transition climatique. Conformément à notre politique relative au charbon thermique, nous avons contacté plusieurs producteurs de charbon indonésiens pour leur présenter nos attentes pour la planification de la transition climatique, la fixation d'objectifs et la transparence des données.

Quelles initiatives avons-nous pris ?

Nous avons instauré un dialogue avec Adaro Energy, BUMA, Bayan Resources, Indika Energy et United Tractors. Notre objectif était de connaître le détail leurs intentions en matière de transition climatique et de sortie du charbon afin d'évaluer notre propre exposition potentielle au risque de transition. Nous les avons également incitées à faire preuve de plus de transparence concernant leurs plans de transition et à fixer des objectifs et des

niveaux d'engagement. Compte tenu du niveau globalement faible de leurs publications d'informations ESG, nous leur avons demandé de communiquer leurs données au regard des préconisations du CDP et du Groupe d'experts sur la communication financière liée au climat (TCFD).

Quel a été le résultat ?

Plusieurs des entreprises interpellées ont lancé des projets pour réduire le poids du charbon thermique dans leur activité et leurs émissions opérationnelles à moyen terme. Ces initiatives comprennent notamment une diversification en faveur des énergies renouvelables, des modes d'extraction de métaux en phase avec la transition climatique (par exemple, le nickel et le cuivre), l'ingénierie et la construction, la logistique et le stockage de carburant.

Nous continuerons à suivre de près la transition climatique de ces entreprises et leurs plans de diversification. Nous assurerons également un suivi en leur précisant des attentes claires reflétant la politique de HSBC Asset Management en matière de changement climatique et nous les soutiendrons dans leur démarche afin de respecter leurs engagements en matière de publication d'informations.

Cette section fait référence au dialogue engagé par HSBC avec les entreprises en 2021. Exclusivement à titre d'illustration. Les avis et opinions formulés peuvent être modifiés sans préavis. Ce document ne constitue pas un document d'offre et ne doit pas être considéré comme une recommandation, une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat ou de souscription de tout investissement.

Étude de cas 3 : IndiaMart et les armes interdites

Quelle était la problématique ?

En janvier 2021, IndiaMart a été placé sur une liste rouge conformément aux restrictions de conformité et d'investissement de HSBC Asset Management dans le cadre de sa politique sur les armes interdites. Notre fournisseur de données et de recherche ESG concernant l'implication des entreprises dans le secteur des armes interdites a placé IndiaMart dans la catégorie « ambre » dans le domaine des mines antipersonnel. Nous avons donc dû exclure/céder son titre. Le principal problème tenait au fait qu'IndiaMart publiait des appels d'offres gouvernementaux sur son site web sans les vérifier. En Inde, les mines antipersonnel et autres armes et composants ne sont pas illégaux pour les entreprises non signataires des conventions ou des traités internationaux en la matière. IndiaMart n'ayant pas supprimé les mines antipersonnel des appels d'offres, il a été considéré qu'elle apportait un soutien proactif à la production ou à l'acquisition de ces armes. Notre fournisseur de données n'applique pas de seuils dans le cadre de son évaluation : soit les entreprises participent à ce type d'activité, soit elles n'y participent pas.

Quelles initiatives avons-nous pris ?

Grâce au dialogue engagé, nous avons compris qu'IndiaMart ne tirait aucun revenu en republiant les appels d'offres gouvernementaux. Cette activité fait partie d'une formule d'abonnement plus large à destination de

ses clients. S'ils souhaitent répondre à un appel d'offres ou en connaître les modalités, tout se passe en dehors de la plateforme d'IndiaMart. Pour modifier sa notation de risque, notre fournisseur de données avait besoin que IndiaMart confirme avoir mis en place des mesures pour ne plus publier d'appels d'offres relatifs aux armes interdites. Après quelques échanges, IndiaMart a accepté de confirmer par écrit qu'elle supprimerait les appels d'offres ne respectant pas les conventions sur les armes figurant dans notre politique. Nous avons ainsi pu évoquer les prochaines étapes du dialogue avec notre fournisseur de données. Comme IndiaMart n'avait aucune expertise dans ce domaine, nous lui avons également fourni une liste répertoriant les armes interdites à des fins de contrôle.

Quel a été le résultat ?

Nos premières interventions auprès de la société se sont traduites par la mise en place d'un contrôle manuel des armes controversées, avec une obligation de moyen (*best-efforts basis*). Dans un premier temps, malgré cette mesure supplémentaire, notre fournisseur de données n'a pas souhaité modifier la notation de l'entreprise, qui est restée sur notre liste de restrictions. Mais depuis, la société a pris des initiatives supplémentaires dans le cadre de son processus de filtrage et a finalement été rebasculée dans la catégorie « verte » en janvier 2022.

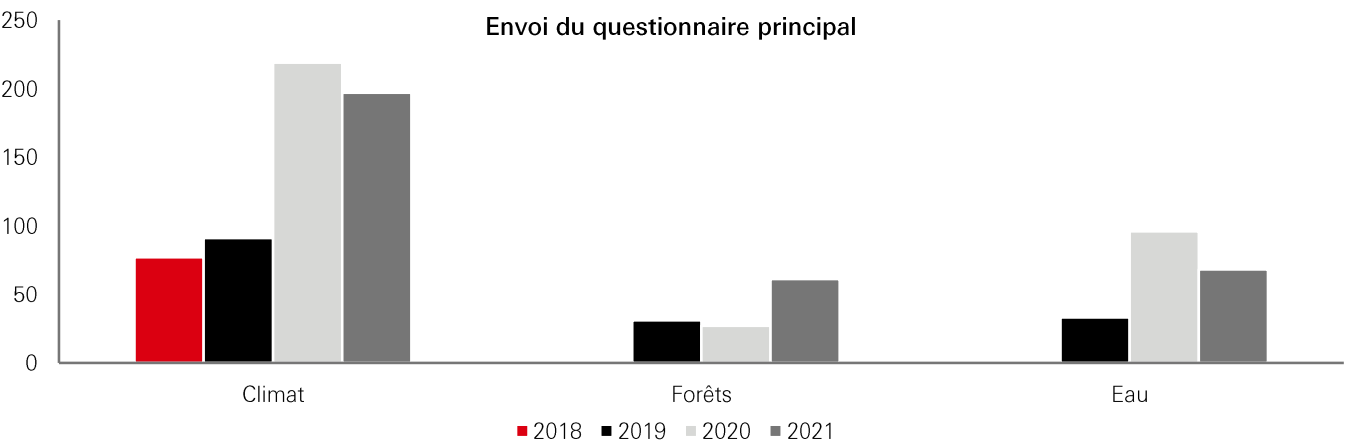
Cette section fait référence au dialogue engagé par HSBC avec les entreprises en 2021. Exclusivement à titre d'illustration. Les avis et opinions formulés peuvent être modifiés sans préavis. Ce document ne constitue pas un document d'offre et ne doit pas être considéré comme une recommandation, une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat ou de souscription de tout investissement.

Initiatives collaboratives

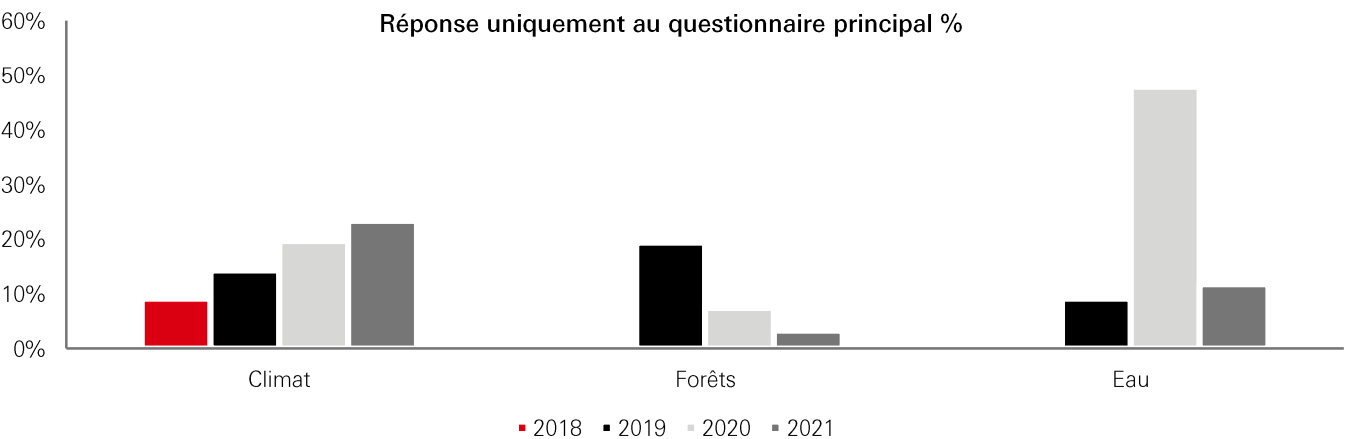
Carbon Disclosure Project

Selon nous, il est nécessaire que les entreprises communiquent de manière transparente sur les enjeux environnementaux, en particulier celles appartenant aux secteurs émettant le plus de carbone, afin que les investisseurs puissent évaluer et mieux gérer le risque climatique de leurs portefeuilles et encourager les entreprises à réduire leurs émissions. Depuis 2014, nous participons à la « campagne de non-divulgaration » du CDP qui consiste à rédiger et à envoyer des courriers aux entreprises pour les encourager à communiquer largement leurs principaux indicateurs de risque environnemental.

Le taux de réponse élevé des campagnes précédentes a entraîné une légère baisse du nombre d'entreprises contactées en 2021, mais le chiffre reste impressionnant : 326 au total. En termes de réactivité, nous observons toujours une augmentation du taux de réponse au questionnaire sur le changement climatique. Cela n'a pas été le cas pour le questionnaire sur les forêts, dont le taux de réponse est faible et même en baisse. Compte tenu de l'intérêt croissant pour la protection de la biodiversité de nombreuses parties prenantes, nous pensons qu'un meilleur taux de réponse peut être attendu. En ce qui concerne le questionnaire sur l'eau, le taux de réponse de l'année dernière s'est révélé plus élevé que d'habitude, mais nous espérons qu'il dépassera 15 % à l'avenir compte tenu de l'importance accrue accordée par les investisseurs à cette thématique.



Source : HSBC Asset Management, au 31 décembre 2021.

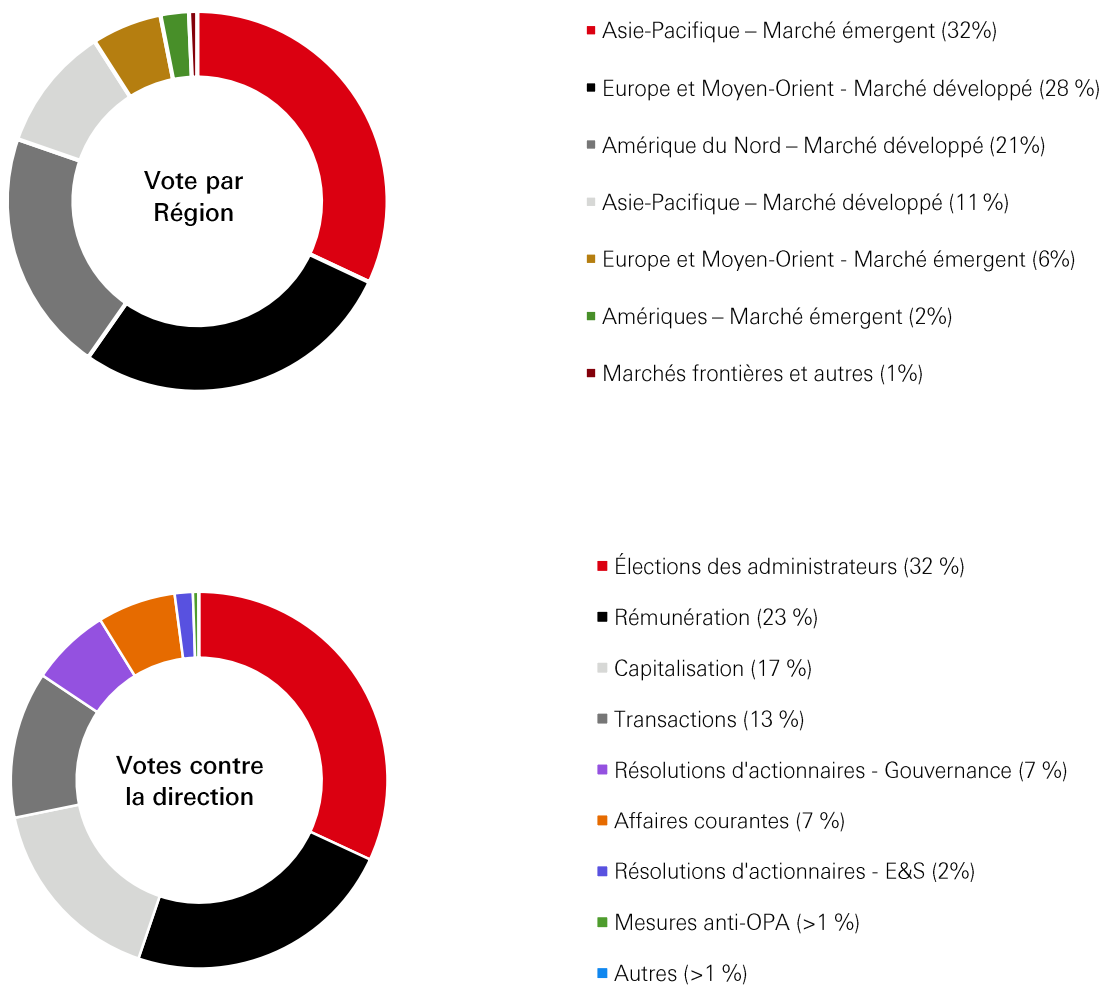


Source : HSBC Asset Management, au 31 décembre 2021.

Nos votes dans la pratique

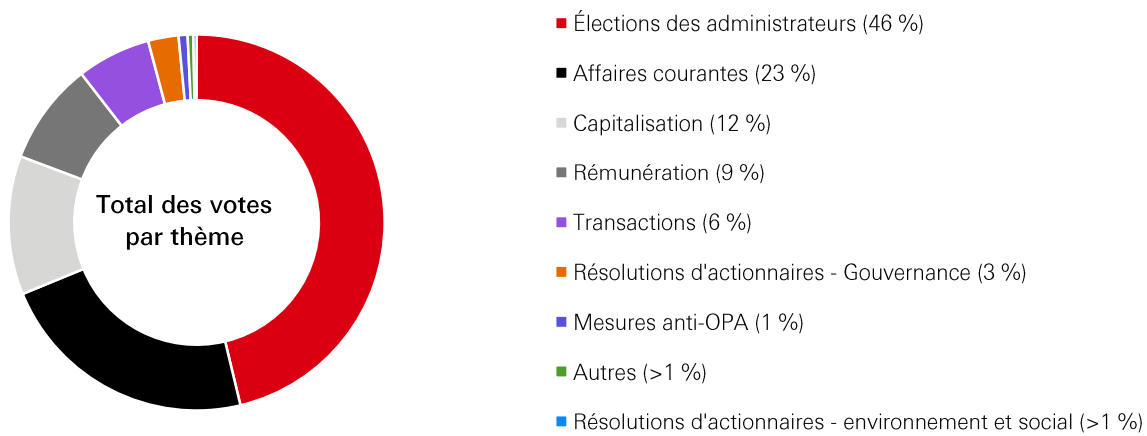
En 2021, nous avons voté sur plus de 84 000 résolutions à l’occasion de plus de 8 400 assemblées générales d’actionnaires sur 72 marchés, soit 94 % des droits de vote que nous pouvions exercer.

Nous avons soutenu les directions pour un peu moins de 90 % des résolutions, et nous sommes abstenus ou avons voté contre dans les autres cas. Les principales thématiques auxquelles nous nous sommes opposés ont été la réélection des administrateurs (1/3 des votes contre les directions) pour des raisons essentiellement liées au manque d'indépendance, la rémunération (près d’1/4 des votes contre les directions) et les questions de capitalisation (17 %). Globalement, lors de près de la moitié des assemblées, nous avons voté contre la direction sur au moins une résolution.

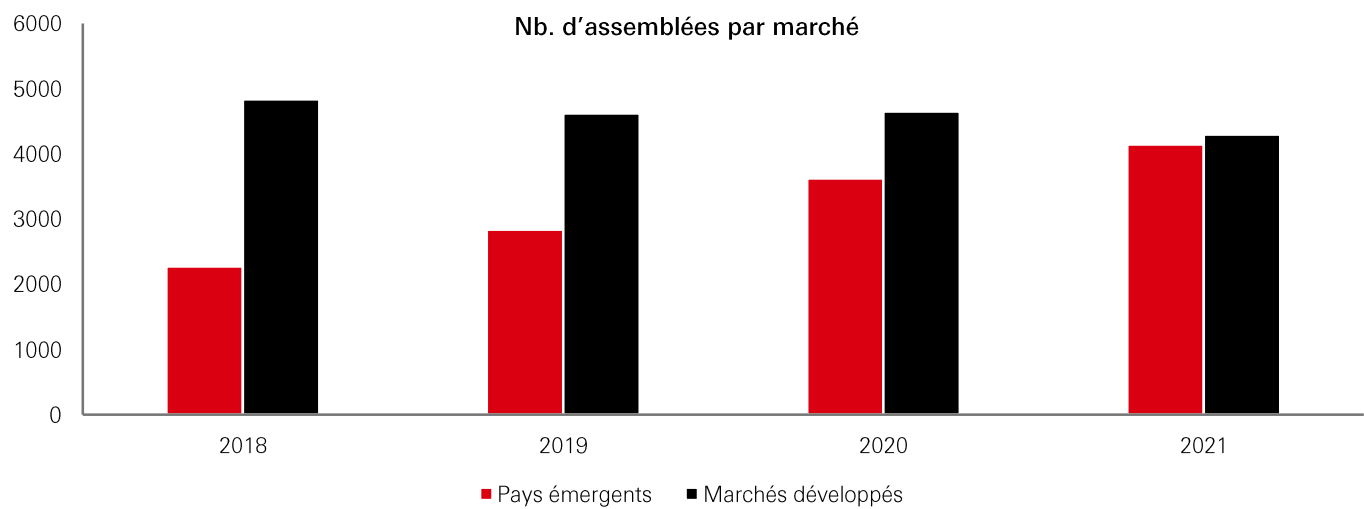


Source : HSBC Asset Management, au 31 décembre 2021. Les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 % en raison des arrondis.

Nous n’avons pas suivi les recommandations standard d’ISS (Institutional Shareholder Services) pour plus de 6 300 votes (7 %). Plus de la moitié de ces votes a été exprimée contre les directions, notamment sur les thèmes pour lesquels nous avons plus voté qu’ISS, à savoir la capitalisation et les élections des administrateurs en Chine, et la rémunération aux États-Unis.



Source : HSBC Asset Management, au 31 décembre 2021. Les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 % en raison des arrondis.



Source : HSBC Asset Management, au 31 décembre 2021.

Publication des émissions des entreprises à forte intensité énergétique

Comme nous l’avons déjà indiqué dans ce rapport, nous participons depuis plusieurs années à la Campagne du CDP sur la publication d’informations, qui encourage les entreprises susceptibles d’afficher des émissions relativement élevées à communiquer leurs émissions et leur stratégie de transition, dans un cadre standard désormais aligné sur les recommandations du Groupe de travail sur l’information financière relative aux changements climatiques (TCFD). Beaucoup de ces entreprises ont commencé à publier des données, mais quelques-unes n’ont pas franchi le pas ou ont depuis cessé de le faire.

Nous avons ensuite adressé des courriers aux entreprises des secteurs gourmands en énergie figurant de nos portefeuilles et qui n’avaient pas répondu favorablement à nos interpellations. Nous leur avons expliqué que les investisseurs avaient à cœur de connaître l’exposition des entreprises au risque climatique, et les avons prévenues de notre intention de voter contre la réélection du président si ces informations n’étaient pas communiquées. Nous avons voté contre la réélection du président de six entreprises en 2021.

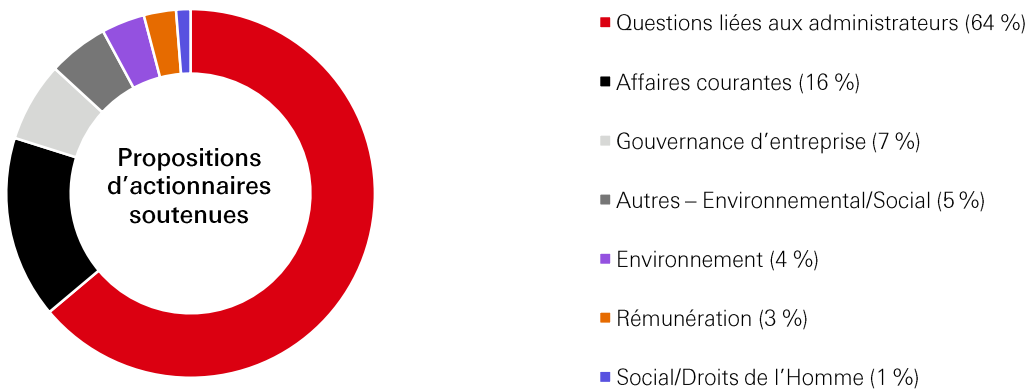
Résolutions des actionnaires

Les résolutions des actionnaires servent à insuffler des changements dans le comportement des entreprises, à promouvoir une communication plus transparente et à mettre en place des politiques appropriées. Nous soutenons les résolutions d’actionnaires liées à des enjeux ESG si elles coïncident avec les principes de bonne gouvernance stipulés dans nos directives de vote, ou si nous jugeons le sujet suffisamment important et que la proposition va dans le sens des intérêts à long terme de nos clients.

En 2021, nous avons voté en faveur de 1 664 résolutions d’actionnaires (soit 70 % du total). Nous avons voté en faveur de l’intégralité des résolutions d’actionnaires aux États-Unis qui ont reçu plus de 50 % de soutien (36 au total).

Nous avons appuyé 172 résolutions portant sur des problématiques environnementales et sociales. Dans le domaine du climat, nous soutenons généralement les résolutions réclamant l’adoption de politiques relatives au changement climatique, aux projets d’augmentation de 2 degrés des températures et/ou aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et, enfin, aux résolutions prévoyant une évaluation annuelle de la résilience des portefeuilles.

Les résolutions d’actionnaires s’inspirant de l’initiative Climate Action 100+ permettent de promouvoir une meilleure gestion des risques climatiques. Au cours de l’année à venir, nous soutiendrons la démarche de l’initiative Climate Action 100+ et d’autres organisations visant à encourager les entreprises à soumettre leurs plans de transition climatique au vote.



Source : HSBC Asset Management, au 31 décembre 2021. Les totaux peuvent ne pas être égaux à 100 % en raison des arrondis.

Focus sur 3 grandes thématiques



HSBC
Asset Management

Focus sur 3 grandes thématiques

Changement climatique

Il nous sera indispensable d'atteindre la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle si nous souhaitons limiter l'augmentation des températures à 1,5 degré Celsius au-dessus des niveaux préindustriels. Il faut agir dès maintenant si l'humanité veut garder une chance d'atteindre cet objectif¹.

Le changement climatique nous expose tous à des risques physiques et de transition. Nous sommes déjà confrontés aux risques physiques, comme les phénomènes météorologiques extrêmes, les incendies de forêt et la destruction de la biodiversité. Les risques liés à la transition climatique pourraient entraîner une perte soudaine de valeur des actifs fortement émetteurs carbone, dans la mesure où la réglementation climatique, les boycotts des consommateurs et les bouleversements industriels pourraient entraîner des ruptures rapides.

HSBC Asset Management suit très attentivement les risques et les opportunités que ces changements laissent présager. Nous avons complètement intégré l'analyse ESG à nos processus afin de bien prendre en compte les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance auxquels les entreprises sont confrontées dans nos décisions d'investissement. Nous avons créé et continuerons à développer des fonds qui investissent dans des entreprises offrant des solutions environnementales et sociales. Il s'agira notamment de fonds à impact qui offrent aux investisseurs la possibilité de contribuer à des objectifs environnementaux et sociaux importants et de bénéficier de performances financières potentiellement intéressantes.

Notre transition vers la neutralité carbone

En juillet 2021, HSBC Asset Management a annoncé avoir rejoint l'initiative Net Zero Asset Managers. À ce titre, nous nous sommes engagés à atteindre la neutralité carbone pour l'ensemble de nos actifs sous gestion d'ici 2050 au plus tard. Outre l'importance accrue accordée aux considérations relatives à la durabilité dans les produits existants, nous développons également une vaste gamme de fonds et d'ETF durables et axés sur la neutralité carbone qui ont vocation à répondre aux défis à venir.

Nous avons créé une équipe baptisée « Climate and Net Zero », sous la direction de l'équipe d'investissement responsable. Cette équipe aura pour mission de faire avancer nos recherches, d'établir des cadres de référence ainsi que des scénarios futurs pour la transition vers une économie sobre en carbone, autant de données qui serviront à améliorer nos décisions d'investissement, notre gestion de portefeuille et le résultat final pour nos clients.



1. Documents de consultation de la Commission sur la transition énergétique (2021)

Capital naturel

Le capital naturel va jouer un rôle crucial pour atteindre la neutralité carbone du fait de ses propriétés d'élimination du carbone et de son rôle dans la préservation de la biodiversité. Selon la Commission sur la transition énergétique, les émissions de carbone résiduelles seront d'environ 3 à 5 gigatonnes par an après 2050¹. Le capital naturel est l'une des solutions capables de contribuer à l'élimination du carbone et toute la classe d'actifs en profite de plus en plus.

Grâce à notre coentreprise Climate Asset Management (CAM), nous espérons permettre aux investisseurs d'investir dans la classe d'actifs protégeant nos ressources les plus précieuses : la nature. Climate Asset Management a pour objectif d'investir dans des projets d'agriculture régénérative et de sylviculture durable dans plusieurs pays de l'OCDE.

Si le capital naturel s'apparente à une opportunité d'investissement, c'est en raison de plusieurs facteurs. Tout d'abord, les États et les entreprises reconnaissent de plus en plus que la protection du capital naturel présente deux avantages : la protection de la biodiversité et le ralentissement du dérèglement climatique. Des indicateurs, comme l'abondance moyenne des espèces, sont développés pour mesurer la biodiversité. Cela nous permet d'évaluer et de noter les entreprises en fonction de leur impact sur la biodiversité, et d'en tenir compte lorsque nous investissons. Les nombreux États et entreprises qui se fixent des objectifs de neutralité carbone sont tout à fait prêts à opter pour des solutions axées de capital naturel, telles que des actifs et des permis d'émission carbone. Les propriétaires fonciers, quant à eux, peuvent bénéficier de multiples sources de revenus à partir d'une seule parcelle de terre, grâce à la vente de produits issus de l'agriculture régénérative, de permis d'émission de CO₂, d'activités touristiques responsables, etc.

HSBC Asset Management entend développer et utiliser des indicateurs permettant de juger de l'impact relatif des entreprises sur la biodiversité. Cela nous permettrait de noter les entreprises que nous analysons en fonction de leur impact sur la biodiversité.

En tant que signataire de la Finance for Biodiversity Pledge, nous avons l'intention, d'ici 2024 au plus tard :

- ◆ de collaborer et partager des connaissances sur les méthodologies d'évaluation, les indicateurs et les objectifs en matière de biodiversité et les approches de financement à impact positif
- ◆ de dialoguer avec les entreprises - nous intégrerons des critères de biodiversité dans nos politiques ESG et inciterons les entreprises à réduire leurs impacts négatifs et à accroître leurs impacts positifs sur la biodiversité
- ◆ d'évaluer les impacts - nous évaluerons nos activités de financement et nos investissements pour vérifier leurs incidences positives et négatives importantes sur la biodiversité, et chercherons à identifier les sources de sa destruction
- ◆ de fixer des objectifs - nous fixerons et publierons des objectifs en nous appuyant sur les dernières données scientifiques disponibles afin d'accroître et de réduire de manière significative les effets respectivement positifs et négatifs sur la biodiversité
- ◆ d'assurer un reporting transparent - chaque année, nous rendrons compte de manière transparente de toute contribution positive et négative de nos activités de financement et d'investissement aux objectifs mondiaux en matière de biodiversité

1. Commission sur la transition énergétique (2021) : Consultation de l'ETC sur l'élimination du dioxyde de carbone

Solutions d'investissement

Chaque investisseur a ses propres objectifs de durabilité. Si certains allouent leur capital pour contribuer à des résultats durables, d'autres préfèrent intégrer la durabilité à leurs investissements pour générer des performances ajustées du risque plus élevées. Mais de nombreux investisseurs veulent les deux !

Selon nous, grâce aux approches ESG, les investisseurs peuvent non seulement atténuer les risques liés au changement climatique, mais aussi saisir les opportunités inhérentes à la transition vers un monde plus durable. C'est pourquoi nous développons une gamme étoffée de produits qui permet aux investisseurs de répondre à toute une série d'objectifs de durabilité, tout en privilégiant les activités contribuant à un monde plus durable.

Nous considérons l'intégration des facteurs ESG comme une première étape, pour gérer à la fois les risques et les opportunités ESG.

Les enjeux ESG sont pris en compte dans le processus décisionnel de la grande majorité de nos actifs. Comme le montrent nos Définitions de l'Investissement Durable, nous considérons l'intégration ESG comme un facteur d'hygiène qui, à lui seul, ne rend pas un investissement « durable ».

Les solutions labellisées « investissement durable » sont celles qui vont au-delà de la « simple » intégration ESG et du dialogue avec les entreprises pour contribuer ou générer des résultats durables.

Nous avons conçu notre offre de durabilité de manière à répondre à divers objectifs en la matière. Cela va des fonds intégrant les critères ESG pour gérer les risques et les opportunités en découlant aux fonds thématiques durables qui investissent dans de nouveaux secteurs de croissance, en passant par les classes d'actifs innovantes cherchant à insuffler des changements durables dans des domaines tels que le capital naturel.

Gestion obligatoire durable

Fonds HSBC Real Economy Green Investment Opportunity (REGIO) - Stratégie Marchés émergents

- ◆ Permet aux investisseurs d'aligner leurs objectifs financiers sur l'impact sur l'économie réelle, en respectant l'Accord de Paris sur le climat et les Objectifs de développement durable

Émissions « nettes zéro »

Solutions alignées sur l'Accord de Paris

- ◆ Des ETF durables et alignés sur l'Accord de Paris pour aider les investisseurs à réduire leur exposition aux risques climatiques

Capital naturel

Climate Asset Management

- ◆ Investit dans des projets qui préservent, protègent et améliorent les ressources naturelles et les puits de carbone

Thèmes durables

Stratégie Global Equity Sustainable Healthcare

- ◆ Investit dans des thématiques et des produits durables liés à la santé, afin de maîtriser les coûts et permettre un accès plus large aux soins

Technologie climatique

Stratégie Climate venture tech

- ◆ Offre aux investisseurs la possibilité d'investir dans des start-up technologiques qui relèvent les grands défis du changement climatique

Bas-carbone / durable

Plus de 11 stratégies bas-carbone lancées

- ◆ Lancement de plusieurs fonds durables et bas-carbone dans toutes les classes d'actifs, mais ciblés sur l'Asie et les marchés émergents

En 2021, nous avons élargi notre offre de produits dédiés à la finance durable.

Concernant les stratégies indicielles, nous avons lancé une gamme d'ETF dédiée au développement durable en 2021, qui inclut les ETF alignés sur l'Accord de Paris et indexés sur les indices MSCI, qui relèvent de l'Article 9 du règlement SFDR. Certains d'entre eux ont reçu le label Fabelfin « Towards Sustainability » en janvier 2022. Nous avons également lancé des ETF durables indexés sur les indices FTSE Russell, qui relèvent de l'Article 8 du règlement SFDR.

Sur tout le spectre des stratégies actives, nous avons également élargi l'offre de produits thématiques durables. Par exemple, notre stratégie Global Equity Sustainable Healthcare s'attaque à la hausse des coûts de santé en investissant dans des entreprises proposant des solutions innovantes visant à rendre la santé plus abordable et à améliorer les soins apportés aux patients. Autre exemple innovant, notre stratégie Climate Venture Tech qui s'intéresse aux entreprises qui proposent de nouvelles solutions logicielles permettant de réduire les émissions de CO₂ des secteurs et des activités qui ont une forte

ETF durables

Nous avons lancé notre nouvelle gamme d'ETF durables actions en 2020 et l'avons étoffée tout au long de 2021. Ces produits offrent une exposition durable et à faible coût aux actions des marchés développés et émergents au niveau mondial, régional et national. Ils répliquent les indices sur mesure FTSE ESG Lower Carbon Select, en ciblant trois critères d'amélioration : augmentation de 20 % de la notation ESG, réduction de 50 % des émissions carbone et réduction de 50 % des réserves de combustibles fossiles. Parallèlement, nous procédons à des exclusions avant et après la mise en place de biais, à partir d'une liste interne et des principes du Pacte mondial des Nations unies.

En tant que membre investisseur du Groupe d'investisseurs institutionnels sur le changement climatique (IGCC), HSBC Asset Management préconise une approche axée sur l'investissement pour relever les défis posés par le changement climatique et la décarbonation du monde réel. En complément, nous avons lancé en 2021 une gamme d'ETF permettant aux investisseurs d'inciter les entreprises à aligner leurs stratégies environnementales sur l'Accord de Paris. Ces fonds répliquent les indices MSCI Climate Paris Aligned, en tenant compte du risque de transition, des opportunités vertes, du risque physique et de l'alignement sur une

empreinte carbone, à savoir l'énergie, le transport, l'agriculture et les chaînes d'approvisionnement internationales. En voici quelques exemples : transformation durable des réseaux d'électricité, électrification du transport, durabilité des chaînes d'approvisionnement (notamment pour l'industrie lourde) et les logiciels de modélisation du risque climatique capables d'évaluer et d'atténuer les coûts physiques et financiers du changement climatique de divers secteurs d'activité.

17 des fonds existants de notre gamme de fonds durables ne relèvent plus de l'Article 6 mais de l'Article 8 du règlement RGPD. L'objectif de ces fonds est de promouvoir des résultats durables en tenant compte des caractéristiques ESG solides ou en amélioration lors de leur conception et de leur processus de gestion. Les fonds relevant désormais de l'Article 8 concernent aussi bien des stratégies mondiales ainsi que des stratégies régionales. Ils couvrent les actions, les obligations et le crédit titrisé.

hausse des températures de 1,5 degré Celsius. Ces fonds respectent les recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (TCFD) et appliquent des normes plus élevées que celles des indices de référence alignés sur l'Accord de Paris de l'UE. Les investisseurs ont donc la certitude d'aller encore plus loin dans leur démarche ESG.

Cette année, nous avons créé une nouvelle gamme d'ETF obligatoire avec scoring ESG en collaboration avec Bloomberg, ce qui témoigne de notre volonté de véritablement intégrer les considérations ESG dans tous nos produits. Notre approche globale en matière de filtres est minutieuse, cohérente et censée inciter au changement. Savoir combiner des biais et des exclusions permet d'assurer la pertinence de nos produits sur la durée, même si le paysage de la gestion obligatoire durable continue d'évoluer. Nous avons notamment intégré dans nos produits plusieurs filtres ESG : des filtres ISR visant à supprimer ou à limiter l'exposition aux entreprises ayant des pratiques controversées ; des biais pour redistribuer les pondérations des émetteurs ayant de faibles notations ESG vers ceux ayant de bonnes notations ; des exclusions permettant de retirer des portefeuilles les entreprises ayant un profil ESG insuffisant ; un filtre d'intensité carbone pour exclure les émetteurs ayant une intensité carbone relativement élevée.

Monétaire

L'importance des facteurs de durabilité en matière de gestion monétaire ne cesse d'augmenter. Recourir à un fonds monétaire intégrant véritablement les critères ESG dans son processus d'investissement permet aux trésoriers de contribuer aux objectifs de durabilité de leur entreprise. Pour les investisseurs individuels ou institutionnels adeptes d'une gestion durable, les fonds monétaires ne sont plus la « cinquième roue du carrosse ».

Tout au long de l'année 2021, nous avons constaté une demande accrue des investisseurs pour les solutions ESG dans l'univers monétaire. Pour répondre à l'intérêt croissant des clients, nous avons lancé avec succès le fonds HSBC ESG Sterling Liquidity en octobre 2021. Il s'agit d'un fonds monétaire à valeur liquidative à faible volatilité (LVNAV) qui privilégie les émetteurs assurant une meilleure gestion des facteurs ESG. Cette approche innovante de l'investissement durable appliquée aux fonds

monétaires adopte une stratégie ESG « best in class ». Forts de notre expérience de plus de 20 ans en matière d'investissement responsable, nous avons répertorié un nombre accru d'émetteurs durables de grande qualité que nous intégrons dans nos portefeuilles. Résultat, la notation ESG du fonds s'est considérablement améliorée par rapport à l'univers d'investissement monétaire.

En 2022, nous pensons que les clients vont manifester un intérêt accru pour ce type d'approche et que nombreuses entreprises et institutions financières non bancaires exposées à cette classe d'actifs vont radicalement changer de priorité. Nous pensons que les directeurs financiers et les conseils d'administration des entreprises vont adopter une approche plus directe et plus avant-gardiste de la durabilité. En effet, les trésoriers vont être fortement incités à contribuer activement aux stratégies globales de durabilité des entreprises, en mettant en place des solutions monétaires durables en matière de financement et d'investissement.

Santé durable

Perspective du marché

Ces dernières années, le secteur de la santé a dû relever des défis sans précédent. Croissance de la population, augmentation de l'espérance de vie et plus de 400 millions de cas confirmés de Covid-19 dans le monde, autant de facteurs qui ont mis en exergue le besoin d'une santé abordable. La pandémie de coronavirus a également révélé les inégalités existantes entre les différents groupes socio-économiques et leur accès respectif aux traitements. Ces inégalités sont sans aucun doute aggravées par la diminution des budgets de santé et l'augmentation des coûts du secteur¹. À eux tous, ces facteurs créent un besoin humanitaire évident d'investissement dans la santé afin de fournir des solutions accessibles et financièrement viables. Les entreprises du secteur n'ont plus le choix : ils doivent s'orienter vers des modèles opérationnels durables, axés sur la notion de valeur.

Opportunité d'investissement

Selon les Nations unies, la pandémie mondiale a mis un terme, voire effacé, les progrès réalisés en matière de santé reproductive, de santé maternelle et de santé infantile². En investissant dans la santé, les investisseurs peuvent contribuer directement à l'Objectif de développement durable n°3 des Nations unies « Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge ». Éradiquer l'extrême pauvreté sera

impossible si cet objectif n'est pas atteint. Par conséquent, il est désormais devenu indispensable d'investir dans la santé.

Le secteur de la santé représente 13 % de l'indice MSCI World et affiche un solide historique de surperformance³. L'adoption de modèles économiques durables sera financièrement favorable aux entreprises et améliorera l'accès des patients aux traitements. Compte tenu des enjeux évoqués ci-dessus, les entreprises médicales et pharmaceutiques doivent trouver des moyens novateurs pour commercialiser leurs produits de manière efficace et économique. Les investisseurs pourraient ainsi profiter des dernières avancées de la science médicale. Par exemple, les trois quarts des thérapies les plus récentes ont été développées par des entreprises de taille moyenne du secteur³. Investir dans des solutions innovantes peut permettre aux entreprises d'exploiter la puissance des solutions numériques et de multiplier les possibilités de traitement pour les patients.

Notre proposition pour une santé durable

Chez HSBC Asset Management, la santé durable va bien au-delà de l'intégration des facteurs ESG. Le fonds Global Equity Sustainable Healthcare évalue les fournisseurs de soins de santé en dialoguant avec les équipes de direction et s'appuie sur les bases de données spécialisées pour mesurer et comparer les entreprises. Cette stratégie a vocation à relever les défis les plus urgents du secteur de la santé en investissant dans des entreprises qui présentent un bon rapport coût-efficacité ou qui améliorent l'accès aux soins.

1. Réparer le modèle non-viable d'investissement dans la santé, HSBC AM ([Fixing the broken healthcare investment model \(hsbc.co.uk\)](https://www.hsbc.co.uk/fixing-the-broken-healthcare-investment-model))

2. Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Développement durable, janvier 2022 ([Objectif 3 | Département des affaires économiques et sociales \(un.org\)](https://www.un.org/fr/fr/development/durable/objectif-3))

3. A value and profit driven healthcare investment model: Podcast BT, janvier 2022 ([Podcast BT : A value and profit-driven healthcare investment model | The Straits Times](https://www.bts.com/podcast/bt-a-value-and-profit-driven-healthcare-investment-model/))

Real Economy Green Investment Opportunities

Nous avons lancé le fonds REGIO en 2019. Il s'agit d'une solution innovante qui achète des obligations vertes émises par des entreprises de grande qualité basées dans les pays émergents, c'est-à-dire des titres dont l'intégralité du produit est consacrée à des projets écologiques dans les pays en développement. Le fonds REGIO réunit des capitaux publics et privés et permet aux investisseurs d'aligner leurs objectifs financiers sur l'économie réelle, afin de contribuer aux objectifs de l'Accord de Paris et aux Objectifs de Développement Durable des Nations unies.

La stratégie cherche à avoir des impacts environnementaux positifs en investissant dans des obligations vertes éligibles en s'appuyant sur un processus d'investissement rigoureux et se conformant aux Directives d'investissement pour un impact vert (Green Impact Investment Guidelines) de HSBC Asset Management, cadre de référence permettant d'identifier les activités autorisées à utiliser le produit des émissions vertes. Cette stratégie a également vocation à stimuler l'émission d'obligations vertes éligibles et à contribuer au développement du marché des obligations durables.

Les Directives d'investissement pour un impact vert exigent, entre autres, que le produit des émissions soit utilisé pour des projets contribuant à au moins un des ODD des Nations unies. 6 (eau propre et assainissement), 7 (énergie propre et abordable), 11 (villes et communautés durables), 12 (consommation et production responsables), 13 (lutte contre les changements climatiques), 14 (vie aquatique) et 15 (vie terrestre). Ces Directives imposent également un alignement avec les Principes applicables aux obligations vertes de l'ICMA et de vérifier que les entreprises en portefeuille respectent les normes environnementales, sociales et de gouvernance reconnues au niveau mondial.

Le fonds REGIO a pour objectif d'être intégralement investi d'ici la fin de la période d'investissement (sept ans à compter de la date de financement initiale). Les actifs sous gestion de la stratégie s'élevaient à 548 millions de dollars fin décembre 2021, avec 22 obligations vertes, soit 37 % du total.

L'allocation la plus importante de la stratégie concerne l'énergie propre et abordable (ODD 7), avec plus de la moitié de son exposition aux obligations vertes, et porte principalement sur des investissements et des projets liés aux énergies renouvelables en Inde, en Indonésie, au Pérou, au Chili et au Guatemala. La deuxième allocation aux obligations vertes concerne la vie terrestre (ODD 15), essentiellement via des investissements et des projets liés

à la sylviculture durable et à la gestion durable des ressources naturelles vivantes et de l'utilisation des terres au Brésil et au Chili. Le troisième impact le plus important concerne l'ODD 11, villes et communautés durables, à hauteur de 12 %.

En dialoguant régulièrement avec les participants au marché et les émetteurs potentiels, nous voulons contribuer à la transition verte en contribuant à la publication de lignes directrices et de normes solides propices au développement du marché des obligations vertes dans les pays émergents.

Afin de combler le déficit de financement des infrastructures durables dans les pays émergents, HSBC Asset Management pilote le développement de l'initiative « Finance to Accelerate the Sustainable Transition-Infrastructure » (FAST - Infra), un label unique en son genre qui reconnaît les infrastructures durables comme une nouvelle classe d'actifs sur les marchés émergents. L'objectif de ce nouveau label est de combler le déficit d'investissement dans les infrastructures durables, qui se chiffre en milliards de dollars, en faisant d'elles une classe d'actifs liquide à part entière. Il jouera donc un rôle essentiel pour mobiliser les capitaux des investisseurs en faveur de projets durables sur les marchés émergents, notamment en Asie.

Perspectives

Secteurs liés à la transition et technologies climatiques essentielles

Les industries lourdes sont celles qui contribuent le plus aux émissions mondiales de gaz à effet de serre et constituent l'un des principaux obstacles à la neutralité carbone. Des secteurs tels que l'énergie et les services aux collectivités, l'acier, le ciment, les produits chimiques et les transports lourds sont à l'origine de plus de la moitié des gaz à effet de serre dans le monde et leurs méthodes de production peuvent être difficiles à décarboner. Il est donc essentiel de soutenir les start-up innovantes qui développent des technologies climatiques qui vont devenir indispensables.

C'est dans cet esprit que nous avons lancé la **stratégie de capital-risque ClimateTech**. Notre objectif est de permettre aux investisseurs de soutenir des start-up technologiques qui relèvent les grands défis du changement climatique. Le fonds investira dans des entreprises apportant des solutions logicielles innovantes visant à réduire les émissions de CO₂ des secteurs et des activités qui ont une forte empreinte carbone.

Pour accélérer encore nos activités, HSBC a rejoint l'initiative **Breakthrough Energy Catalyst en tant qu'investisseur de référence et membre de son Leadership Council**. Nous nous sommes engagés à investir 100 millions de dollars de fonds propres dans des projets qui utilisent des technologies pour lutter contre le dérèglement climatique, comme l'hydrogène vert, les carburants durables pour l'aviation et le captage direct du CO₂ dans l'air pour les industries lourdes. Aux côtés des autres investisseurs industriels de référence, HSBC va pouvoir profiter de sa participation à cette initiative pour faire avancer les recherches en matière de décarbonation et contribuer au développement de nouveaux produits.

Asie

Dans aucune autre région l'investissement durable ne sera plus important qu'en Asie pour atteindre les objectifs en matière de climat et de durabilité, région responsable de près de la moitié des émissions de carbone actuelles¹. Selon la Commission sur la transition énergétique, c'est également dans cette région que 40 % du total des investissements dans les infrastructures durables seront nécessaires pour atteindre des émissions « nettes zéro » d'ici le milieu du siècle².

Fort heureusement, les engagements en faveur de la neutralité carbone pris par de nombreux pays à l'occasion de la COP26 ont permis de stimuler la croissance des investissements durables dans la région. A noter en particulier les engagements des plus gros émetteurs de la région, comme la Chine (neutralité carbone d'ici 2060) et l'Inde (émissions nettes zéro d'ici 2070).

L'attitude des investisseurs vis-à-vis de l'investissement durable évolue également. Selon l'enquête 2021 de HSBC auprès des investisseurs, 85 % des investisseurs de Hong Kong, de Chine et de Singapour estiment que les enjeux ESG sont au cœur de la gestion de leurs investissements. En outre, 70 % des propriétaires d'actifs en Asie ont mis en place une politique d'investissement ESG, responsable ou durable et environ 60 % prévoient d'intégrer les considérations ESG à leur processus décisionnel³. Ces facteurs ainsi que l'essor de la classe moyenne en Asie seront les principaux moteurs de la croissance et de l'innovation de la région dans le domaine de l'investissement durable.

Notre ambition est d'être le premier fournisseur de solutions d'investissement durable en Asie. En tant que membre de la plus grande banque internationale de la région, notre expertise sur le terrain nous permet de concevoir des solutions d'investissement singulières qui répondent aux besoins des clients locaux et internationaux.

Par exemple, en 2021, nous avons lancé plusieurs nouvelles stratégies dans le cadre de notre gamme de solutions d'investissement durable pour les clients basés en Asie. Il s'agit notamment du fonds Global Equity Climate Change (en Inde), des ETF alignés sur l'Accord de Paris, du fonds Global Equity Sustainable Healthcare et des solutions multi-actifs ESG et durables (à Taïwan). Depuis le début de l'année 2022, nous avons déjà lancé une stratégie multi-actifs durable axées sur la génération ainsi que des stratégies ESG obligataires pour l'Asie, et d'autres solutions devraient suivre.

1. Agence internationale de l'énergie (2021)
2. Commission sur la transition énergétique (2021)
3. Enquête de HSBC auprès des investisseurs (2021)

Informations importantes

Cette présentation est produite et diffusée par HSBC Asset Management et n'est destinée qu'à des investisseurs professionnels au sens de la directive européenne MIF. L'ensemble des informations contenues dans ce document peut être amené à changer sans avertissement préalable. Toute reproduction ou utilisation (même partielle), sans autorisation, de ce document engagera la responsabilité de l'utilisateur et sera susceptible d'entraîner des poursuites.

Ce document ne revêt aucun caractère contractuel et ne constitue en aucun cas ni une sollicitation d'achat ou de vente, ni une recommandation d'achat ou de vente de valeurs mobilières dans toute juridiction dans laquelle une telle offre n'est pas autorisée par la loi.

Les commentaires et analyses reflètent l'opinion de HSBC Asset Management sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Ils ne sauraient constituer un engagement de HSBC Asset Management.

En cas de besoin, les investisseurs peuvent se référer à la charte de traitement des réclamations disponible dans le bandeau de notre site internet et sur le lien suivant :

<https://www.assetmanagement.hsbc.fr/-/media/files/attachments/france/common/traitement-reclamation-amfr-vf.pdf>

Il est à noter que la commercialisation du produit peut cesser à tout moment sur décision de la société de gestion

En conséquence, HSBC Asset Management ne saurait être tenue responsable d'une décision d'investissement ou de désinvestissement prise sur la base de ces commentaires et/ou analyses.

Toutes les données sont issues de HSBC Asset Management sauf avis contraire. Les informations fournies par des tiers proviennent de sources que nous pensons fiables mais nous ne pouvons en garantir l'exactitude. Le capital n'est pas garanti.

HSBC Asset Management est la marque commerciale de l'activité de gestion d'actifs du Groupe HSBC, qui comprend les activités d'investissement fournies par nos entités locales réglementées.

HSBC Global Asset Management (France) - 421 345 489 RCS Nanterre. S.A au capital de 8.050.320 euros.

Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (n° GP99026)

Adresse postale : 38 avenue Kléber 75116 PARIS

Siège social : Immeuble Coeur Défense | 110, esplanade du Général de Gaulle - La Défense 4 - 92400 Courbevoie - France

www.assetmanagement.hsbc.fr

Document non contractuel, mis à jour en mars 2022.

Copyright : Tous droits réservés © HSBC Global Asset Management (France), 2022.

AMFR_2022_PU_0326. Expires: 02/2023